

§ 4 Les pièces justificatives doivent être introduites au plus tard le 31 mai 2016 au Ministère de Bruxelles-Capitale, Bruxelles Pouvoirs locaux – Direction des Initiatives subventionnées – City Center, Boulevard du Jardin Botanique 20, 1035 Bruxelles. Ce délai est de stricte application.

Le bénéficiaire veillera à ce que le dossier complet soit déposé en une fois et dans son intégralité. Aucune pièce supplémentaire ne sera acceptée après la date mentionnée ci-dessus.

Le contrôle des pièces justificatives par le service administratif gestionnaire doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées ont été réellement effectuées pour la réalisation des actions telles que prévues par le présent arrêté.

**Art. 4.** Le Ministre compétent pour les Pouvoirs locaux ou son Administration peut demander au bénéficiaire toutes informations complémentaires nécessaires au traitement du dossier et effectuer sur place toute démarche utile afin de les récolter;

**Art. 5.** La Direction des Initiatives subventionnées de Bruxelles des Pouvoirs locaux du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale est le service administratif désigné pour s'assurer de la bonne gestion des crédits alloués par cet arrêté.

Concernant l'évaluation, l'administration a pour tâche, sur base du tableau de bord complété en termes de résultats, de déterminer en concertation avec le bénéficiaire, si les objectifs fixés sont atteints.

Ce document devra être remis à la Direction des Initiatives subventionnées, en même temps que les pièces justificatives visées à l'article 3, et porteront sur les actions menées durant cette même année.

**Art. 6.** Cet arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**Art. 7.** Le Ministre qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juin 2015.

Pour le Gouvernement,  
Rudi VERVOORT,

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux,

§ 4 De verantwoordingsstukken moeten uiterlijk op 31 mei 2016 ingediend worden bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Brussel Plaatselijke Besturen - Directie Gesubsidieerde initiatieven – City Center, Kruidtuinlaan 20, te 1035 Brussel. Deze termijn dient strikt in acht genomen te worden.

De begunstigde moet ervoor zorgen dat het dossier volledig en in één keer wordt ingediend. Geen enkel bijkomend stuk zal aanvaard worden na de hierbovenvermelde datum.

De controle van deze stukken door de beherende administratieve dienst moet het mogelijk maken uit te maken of de vastgelegde uitgaven werkelijk plaatsvonden voor de verwezenlijking van de acties waarin dit besluit voorziet.

**Art. 4.** De Minister bevoegd voor Plaatselijke Besturen of zijn Administratie mag de begunstigde alle bijkomende gegevens vragen die nodig zijn voor de behandeling van het dossier en mag alle daartoe aangewezen stappen ondernemen om ze ter plaatse te bekomen;

**Art. 5.** De Directie van de Gesubsidieerde Initiatieven van Brussel Plaatselijke Besturen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is aangewezen als de administratieve dienst die ermee belast is in te staan voor een goed beheer van de bij dit besluit toegekende kredieten.

Wat de evaluatie betreft, heeft de administratie als opdracht om in overleg met de begunstigden, op basis van de boordtabel waarin de resultaten zijn ingevuld, na te gaan of de doelstellingen werden bereikt.

Dit document moet aan de Directie Gesubsidieerde Initiatieven bezorgd worden samen met de in artikel 3 bedoelde verantwoordingsstukken en moeten de acties tijdens het betrokken jaar betreffen.

**Art. 6.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

**Art. 7.** De Minister bevoegd voor de Plaatselijke besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 juni 2015.

Voor de Regering,  
Rudi VERVOORT,

Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Plaatselijke Besturen,

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31492]

**7 MAI 2015. — Arrêté 2014/152 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées portant application des articles 19,1° et 48 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée. — 2<sup>e</sup> lecture**

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les articles 2, 4°, 11, 12, 13, alinéa 2, 14, 15, alinéa 2, 16, 18, alinéa 5, 21, 24, 49, 50, alinéa 2, 51, 118, alinéa 2, 119.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 20;

Vu l'arrêté 99/262/A du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service Bruxellois francophone des personnes handicapées;

Vu l'arrêté 2004/80 du Collège de la Commission communautaire française du 27 mai 2004 visant à favoriser l'intégration professionnelle des personnes handicapées;

Vu l'arrêté 2009/76 du Collège de la Commission communautaire française du 30 avril 2009 instaurant une prime à l'engagement en vue de favoriser l'intégration professionnelle des personnes handicapées;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, donné le 17 février 2014;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 avril 2015;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 juin 2014 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Politique d'aide aux personnes handicapées,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° décret : le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée;
- 2° Service PHARE : le Service Personne Handicapée Autonomie Recherche, visé à l'article 2, 9° du décret;
- 3° AWIPH : l'Agence Wallonne pour l'Intégration des Personnes Handicapées créée par l'article 271 du code wallon de l'action sociale et de la santé;
- 4° V.A.P.H. : Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap, instituée par l'arrêté du Gouvernement flamand du 31 mars 2006 concernant le Département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Famille, relatif à l'entrée en vigueur de la réglementation créant des agences dans le domaine politique Aide sociale, Santé publique et Famille et modifiant la réglementation concernant ce domaine politique;
- 5° Office pour Personnes handicapées de la Communauté germanophone : Dienststelle für Personen mit einer Behinderung, institué par le décret du 19 juin 1990 portant création d'un "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung";
- 6° Conseil consultatif : le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, section Personnes handicapées, visé à l'article 2, 10° du décret;
- 7° Collège : le Collège de la Commission communautaire française;
- 8° Membre du Collège : le Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Politique d'aide aux personnes handicapées;
- 9° personne handicapée : la personne définie à l'article 2, 2° du décret qui est domiciliée dans la Région de Bruxelles-Capitale;
- 10° personne de grande dépendance : la personne définie à l'article 2, 3° du décret;
- 11° statut de grande dépendance : le statut défini à l'article 2, 4° du décret;
- 12° équipe pluridisciplinaire : l'équipe visée à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup> du décret;
- 13° formation professionnelle : toute formation professionnelle organisée, reconnue ou subventionnée par un pouvoir public belge;
- 14° aménagement raisonnable : l'aménagement défini à l'article 5, 8° du décret du 9 juillet 2010 de la Commission communautaire française relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement;
- 15° matériel transportable léger : matériel qui peut être déplacé et emporté par la personne handicapée sans aide extérieure;
- 16° matériel transportable lourd : matériel qui ne peut être déplacé et emporté par la personne handicapée que moyennant une aide extérieure;
- 17° matériel non-transportable : matériel qui s'incorpore au bâtiment de manière durable et habituelle, de manière telle qu'il ne peut être déplacé sans dénaturer les lieux.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les modalités et les critères concernant les interventions visées au chapitre III et à la section 8 du chapitre IV sont fixés dans une liste établie par le Membre du Collège, moyennant l'avis préalable du Conseil consultatif.

Le Conseil consultatif dispose, pour rendre cet avis préalable, d'un délai de trente jours à dater du jour de la communication au Conseil consultatif du projet de liste établi par le Membre du Collège.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, une intervention peut être octroyée, dans les limites des crédits budgétaires, pour une aide qui n'est pas reprise dans la liste visée au § 1<sup>er</sup> lorsque l'équipe pluridisciplinaire visée à l'article 9 estime que l'intervention demandée :

- 1° répond aux conditions générales du décret, du présent arrêté et de la liste visée au § 1<sup>er</sup>;
- 2° est indispensable à l'inclusion de la personne handicapée;
- 3° n'a pas fait ou ne peut faire l'objet d'une intervention relevant de la compétence d'autres services publics.

Le montant octroyé pour cette aide ne peut en aucun cas être supérieure à 15.000 euros.

§ 3. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, une aide qui figure dans la liste visée au § 1<sup>er</sup> mais pour laquelle certaines conditions d'octroi ne sont pas remplies, peut faire l'objet d'une intervention dans la mesure où l'équipe pluridisciplinaire estime qu'elle est primordiale pour l'inclusion de la personne handicapée et à condition que les plafonds soient respectés.

§ 4. Dans le cas visé au § 3, l'équipe pluridisciplinaire soumet à la Commission de réexamen visée à l'article 108 du décret une proposition de décision dûment justifiée. La Commission de réexamen dispose d'un délai de deux mois pour émettre un avis sur cette proposition de décision et le transmettre à l'équipe pluridisciplinaire, qui statue.

**Art. 4.** Les montants visés aux articles 14, § 2, 35, 70, § 2 et 28, alinéa 1<sup>er</sup>, 4° sont adaptés annuellement, chaque 1<sup>er</sup> janvier, compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base X Indice-santé du mois de décembre n-1}}{\text{Indice-santé du mois de décembre 2014}}$$

## CHAPITRE II. — Demandes d'admission et d'intervention

### Section 1<sup>re</sup>. — Demande d'admission

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'admission visée à l'article 8 du décret est introduite au moyen du formulaire de demande d'admission daté et signé établi par le Service PHARE.

La demande d'admission est soit adressée par pli recommandé au Service PHARE, soit déposée contre accusé de réception à l'adresse de ce dernier soit envoyée par voie électronique à l'adresse mail renseignée sur le site web du Service PHARE.

Selon le mode d'introduction de la demande, le cachet de la poste, la date de l'accusé de réception ou la date de réception du formulaire par voie électronique fait foi quant à la date d'introduction de la demande.

§ 2. Lorsque la demande d'admission est signée par le représentant légal de la personne handicapée, celle-ci est, dans la mesure du possible, invitée à cosigner la demande afin de l'associer à cette démarche.

**Art. 6.** La personne dont le handicap a été reconnu par la V.A.P.H., l'AWIPH, la Commission communautaire commune ou l'Office pour Personnes handicapées de la Communauté germanophone peut, lors de sa demande d'admission, se prévaloir de cette reconnaissance dans le formulaire d'admission.

La preuve de la reconnaissance du handicap par la V.A.P.H., l'AWIPH, la Commission communautaire commune ou l'Office pour Personnes handicapées de la Communauté germanophone est jointe à la demande d'admission.

#### Section 2. — Demande d'intervention

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'intervention visée à l'article 10 du décret est introduite, datée et signée, au plus tôt au moment de la demande d'admission et selon des modalités visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3 et § 2.

La demande est introduite au moyen du formulaire de demande d'intervention établi par le Service PHARE.

§ 2. En ce qui concerne les aides à l'emploi visées au chapitre IV, la demande d'intervention visée au § 1<sup>er</sup> est signée conjointement par l'employeur.

**Art. 8.** L'intervention demandée est octroyée à condition que le handicap auquel elle est liée ait été constaté pour la première fois avant la date anniversaire à laquelle la personne atteint l'âge de 65 ans, soit par le Service PHARE, soit par un des organismes ou pouvoirs visés à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>.

#### Section 3. — Dispositions communes aux demandes d'admission et d'intervention

**Art. 9.** L'équipe pluridisciplinaire est composée de trois agents du Service PHARE, dont un agent portant le titre de docteur en médecine, chirurgie et accouchement, un agent portant le titre de psychologue, et un agent de niveau 1, de préférence spécialisé dans le type d'intervention demandée.

L'équipe pluridisciplinaire statue de manière collégiale sur les demandes d'admission, les demandes d'intervention, les demandes de réévaluation visées à aux articles 18 et 19 ainsi que sur les demandes de recours administratifs visés à l'article 20.

**Art. 10.** Les informations médicales et psychologiques qui font partie du dossier de chaque personne handicapée sont réservées au seul usage des médecins et psychologues de l'équipe pluridisciplinaire et sont couvertes par le secret professionnel.

Les médecins et les psychologues communiquent aux membres de l'équipe pluridisciplinaire qui ne sont pas médecins ou psychologues les seules données qu'ils estiment indispensables à la prise de décisions par l'équipe.

L'équipe pluridisciplinaire communique à la Commission de réexamen, lorsque cette dernière est saisie conformément à l'article 20, les seules données qu'elle estime indispensables à cette dernière pour rendre son avis.

**Art. 11.** Afin de vérifier que les conditions d'admission et d'intervention sont réunies, et moyennant l'accord de la personne handicapée, le Service PHARE peut demander aux services publics compétents toute information nécessaire à sa décision.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. L'équipe pluridisciplinaire dispose d'un délai de deux mois à dater de la réception de la demande complète pour se prononcer sur celle-ci.

§ 2. Lorsque la demande est incomplète, l'équipe pluridisciplinaire invite le demandeur à lui communiquer les informations et documents manquants dans un délai de trois mois, à compter de la date de la réception de la demande par celui-ci.

Au terme de ce délai, si les informations et documents manquants demandés par le Service PHARE ne lui ont pas été communiqués, la demande est considérée comme nulle et non avenue.

§ 3. Lorsque, dans les cas visés à l'article 14, § 1<sup>er</sup> et 2, le traitement de la demande nécessite des informations complémentaires de professionnels ou des examens spécialisés, les délais et formalités visés aux § 2, alinéas 1 et 2 sont d'application.

§ 4. Dans les cas visés aux § 2 et § 3, l'équipe pluridisciplinaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle elle dispose du dossier complet, pour se prononcer sur la demande.

**Art. 13.** Toute décision d'admission ou d'intervention ou de refus d'admission ou d'intervention peut faire l'objet d'une réévaluation ou d'un réexamen.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de l'examen de la demande d'admission, de la demande d'intervention, de la demande de réévaluation ou de la demande de réexamen, l'équipe pluridisciplinaire peut demander à la personne handicapée et, si nécessaire et moyennant l'accord de cette dernière, aux professionnels qui assurent son suivi psycho-médico-social, des informations complémentaires relatives à son handicap et à ses besoins spécifiques.

§ 2. Au cas où cela s'avère nécessaire pour l'instruction de la demande, l'équipe pluridisciplinaire peut inviter la personne handicapée à se soumettre à un ou plusieurs examens spécialisés auprès d'un médecin et d'un psychologue choisis librement par la personne handicapée à condition que ce ou ces prestataires pratiquent des montants n'excédant pas les montants visés à l'alinéa 2.

Dans ce cas, l'équipe pluridisciplinaire spécifie les différents examens demandés. Ce ou ces examens sont remboursés par le Service PHARE dans les deux mois de la réception du rapport d'examen et des factures y afférentes, aux tarifs suivants :

- 1° anamnèse : 62 euros;
- 2° examen des aptitudes intellectuelles : 94 euros;
- 3° examen des aptitudes manuelles : 32 euros;
- 4° mesure des acquis pédagogiques : 37 euros;
- 5° facteurs de personnalité : 50 euros;
- 6° facteurs d'adaptabilité : 32 euros;
- 7° aptitudes professionnelles : 32 euros;
- 8° intérêts professionnels : 32 euros;
- 9° examen de la personnalité (tests projectifs) : 156 euros;
- 10° examen neuro-psychologique : 124 euros;
- 11° examen médical : 69 euros;
- 12° remise de conclusions : 124 euros.

§ 3. Lorsque l'examen visé au § 1<sup>er</sup> requiert des prestations de la part d'un interprète en langue des signes ou d'un translittérateur, ces prestations sont remboursées par le Service PHARE dans les deux mois de la réception des factures y afférentes.

**Art. 15.** Les décisions de l'équipe pluridisciplinaire sont notifiées au demandeur dans les trois mois à compter du jour où le dossier de la demande est complet.

Ces décisions sont dans tous les cas notifiées à la personne handicapée ou à son représentant légal.

**Art. 16.** Quand une ou plusieurs demandes sont jointes à la demande d'admission, ces demandes peuvent faire l'objet d'une seule et même notification.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Les décisions doivent contenir au minimum les mentions et les informations suivantes :

- 1° la date à laquelle la demande a été introduite et la date à laquelle le dossier est considéré comme complet;
- 2° la date de prise de cours de la décision et, le cas échéant, la date de son échéance;
- 3° les références du dossier et du service qui gère celui-ci;
- 4° la possibilité d'obtenir toute explication sur la décision auprès du service qui gère le dossier ou d'un service d'information désigné;
- 5° la possibilité d'introduire une demande de réexamen de la décision et les modalités d'introduction de cette demande;
- 6° la possibilité d'intenter un recours contre la décision et les modalités d'introduction de ce recours;
- 7° l'obligation d'avertir le Service PHARE de tout changement d'adresse.

§ 2. La décision d'admission prend effet à la date d'introduction de la demande.

**Art. 18.** La réévaluation visée à l'article 13 du décret et qui s'applique aux interventions visées dans le présent arrêté, a lieu :

- 1° soit à la demande de la personne handicapée ou de l'employeur d'une personne handicapée qui bénéficie d'aides à l'emploi, en cas de modification significative de la situation de la personne handicapée dans son fonctionnement quotidien. La demande de réévaluation est motivée. Lorsque la motivation est d'ordre médical, un rapport médical est joint à la demande de réévaluation;
- 2° soit à la demande du Service PHARE, si des éléments sont portés à sa connaissance concernant des changements d'ordre psycho-médico-social dans la situation de la personne handicapée, ou en cas de modification significative de son aptitude à exécuter les tâches confiées.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. La demande de réévaluation d'une décision d'admission ou d'une décision d'intervention est introduite au moyen du formulaire de demande de réévaluation d'admission ou d'intervention, daté et signé, établi par le Service PHARE.

§ 2. La demande visée au § 1<sup>er</sup> est introduite conformément aux modalités visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3 et § 2.

§ 3. La réévaluation est organisée selon les modalités définies aux articles 12 et 14.

§ 4. La décision de réévaluation est notifiée par pli recommandé à la personne handicapée ou à son représentant légal et, le cas échéant, lorsqu'il s'agit de la réévaluation d'une aide à l'emploi visée au chapitre IV, à son employeur, dans un délai de quatre mois, prenant cours le jour où un dossier complet est parvenu au Service PHARE.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. La demande de recours administratif visée à l'article 108 du décret est adressée, datée et signée, au service PHARE dans le mois suivant la notification de la décision prise en matière d'admission, d'intervention ou de réévaluation.

La demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite conformément aux modalités visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3 et § 2.

§ 2. La Commission de réexamen est composée de cinq membres effectifs et de trois membres suppléants, dont le mandat est d'une durée de 5 ans :

- 1° un membre effectif, qui en assure la présidence, est désigné par le Membre du Collège;
- 2° quatre membres effectifs et trois membres suppléants sont désignés par le Conseil consultatif.

§ 3. Un membre de l'équipe pluridisciplinaire est invité à participer aux travaux de la Commission de réexamen afin d'exposer les éléments qui ont justifié la décision d'admission, d'intervention ou de réévaluation qui donne lieu au recours administratif. Il ne prend pas part à la délibération de la Commission de réexamen.

§ 4. La Commission de réexamen rend son avis consultatif à la majorité simple dans un délai de deux mois à dater de la réception de la demande de recours administratif.

§ 5. La Commission de réexamen transmet son avis consultatif à l'équipe pluridisciplinaire qui soit décide de maintenir sa décision soit prend une nouvelle décision de manière collégiale dans le mois de la réception de l'avis consultatif de la Commission de réexamen.

§ 6. La décision visée au § 5 est notifiée par pli recommandé à la personne handicapée ou à son représentant légal dans les quinze jours qui suivent cette décision.

§ 7. La décision visée au § 6 doit contenir les mentions et les informations suivantes :

- 1° la date à laquelle la demande de recours administratif a été introduite;
- 2° la date de prise de cours de la décision;
- 3° la possibilité d'obtenir toute explication sur la décision auprès du service qui gère le dossier ou d'un service d'information désigné;
- 4° la possibilité d'intenter un recours auprès des tribunaux contre la décision et les modalités d'introduction de ce recours.

§ 8. La Commission de réexamen établit son fonctionnement au moyen d'un règlement d'ordre intérieur soumis à l'approbation du Membre du Collège.

§ 9. La Commission de réexamen est également compétente pour connaître des demandes d'intervention relatives à des aides matérielles dans les cas et selon la procédure visés à l'article 3, § 3 et 4.

**Art. 21.** Le demandeur est tenu d'avertir immédiatement le Service PHARE de tout changement dans une ou plusieurs des conditions qui lui ont permis d'obtenir l'admission ou l'une des interventions octroyées.

Le demandeur est également tenu d'avertir le Service PHARE de toute modification de son compte bancaire dans les quinze jours qui suivent l'événement modificatif.

**Art. 22.** Sans préjudice de l'article 45, alinéas 3 et 5, les pièces justificatives sont communiquées au Service PHARE, à peine de forclusion, dans un délai de six mois qui suit l'exécution des prestations ou des dépenses couvertes par l'intervention.

Dans la limite des budgets disponibles, le paiement des sommes dues s'effectue dans un délai de trois mois qui suit la réception de toutes les pièces justificatives par le Service PHARE.

Les sommes visées à l'alinéa 2 sont payées à la personne handicapée ou à son représentant légal.

Toute fausse déclaration peut entraîner la récupération de l'intervention octroyée, sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales.

#### *Section 4. — Dispositions propres à l'octroi du statut de grande dépendance*

**Art. 23.** L'équipe pluridisciplinaire octroie le statut de grande dépendance à la personne définie à l'article 2, 3° du décret, qui répond aux conditions suivantes :

- 1° être admise au Service PHARE;
- 2° dépendre en permanence de l'aide d'une tierce personne pour l'exécution des gestes principaux de la vie quotidienne et ne pas être en mesure, sans cette aide, de répondre à ses besoins élémentaires, notamment, assurer ses soins, s'alimenter et veiller à sa sécurité.
- 3° ne pas disposer d'une réponse satisfaisante à ses besoins d'accueil et/ou d'hébergement, et se trouver dans l'une des situations suivantes :
  1. être tenue de rester à domicile dans l'attente d'une place dans un centre d'activités de jour visé à l'article 46, 4° du décret, dans un service d'aide à l'inclusion scolaire ou extrascolaire visé à l'article 19, 5° du décret, ou dans un centre de jour agréé par la Commission communautaire commune;
  2. être tenue de rester à domicile dans l'attente d'une place dans un logement collectif adapté visé à l'article 62, 2° du décret ou dans un centre d'hébergement agréé par la Commission communautaire commune;
  3. être hospitalisée pour une longue durée ou hébergée en maison de repos ou en maison de repos et de soins à défaut d'avoir obtenu une place dans un centre d'activités de jour ou dans un service d'appui à l'inclusion scolaire ou extrascolaire, ou dans un centre de jour agréé par la Commission communautaire commune;
  4. être hospitalisée pour une longue durée ou hébergée soit en maison de repos soit en maison de repos et de soins à défaut d'avoir obtenu une place dans un logement collectif adapté ou dans un centre d'hébergement agréé par la Commission communautaire commune;
  5. être accueillie soit dans un centre d'activités de jour soit dans un service d'appui à l'inclusion scolaire ou extrascolaire ou dans un centre de jour agréé par la Commission communautaire commune, qui présente pour la personne handicapée l'un des inconvénients suivants :
    - a. ne correspond pas au profil de son handicap ou de son âge;
    - b. représente pour la personne handicapée, compte tenu de l'éloignement géographique de ce centre ou service par rapport à son cadre de vie d'origine, un obstacle au maintien des relations avec son entourage et ses proches;
    - c. la personne handicapée risque d'en être exclue au cours des trois prochains mois;
    - d. ne peut lui offrir un accueil à temps plein;

6. être hébergée soit dans un logement collectif adapté, soit dans un centre d'hébergement agréé par la Commission communautaire commune, qui présente pour la personne handicapée l'un des inconvénients suivants :
  - a. ne correspond pas au profil de son handicap ou de son âge;
  - b. représente pour la personne handicapée, compte tenu de l'éloignement géographique de ce logement ou centre par rapport à son cadre de vie d'origine, un obstacle au maintien des relations avec son entourage et ses proches;
  - c. la personne handicapée risque d'en être exclue au cours des trois prochains mois;
  - d. ne peut lui offrir un hébergement à temps plein;
7. être en fin de scolarité, âgée de 18 ans et plus, et en attente d'une place dans un centre d'activités de jour, ou dans un centre de jour agréé par la Commission communautaire commune;
8. être en fin de scolarité, âgée de 18 ans et plus, et en attente d'une place dans un logement collectif adapté, ou dans un centre d'hébergement agréé par la Commission communautaire commune.

Le statut de grande dépendance est octroyé pour une durée indéterminée qui prend fin lorsque la personne ne répond plus aux conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>.

**Art. 24.** L'équipe pluridisciplinaire peut également inviter la personne handicapée à compléter sa demande, conformément à la procédure visée à l'article 14.

CHAPITRE III. — *Interventions relatives aux aides à l'inclusion*  
visées à l'article 22 du décret

*Section 1<sup>re</sup>.* — Interventions dans les frais de déplacement visés  
à l'article 22, 1<sup>o</sup> du décret

**Art. 25.** Une intervention financière dans les frais de déplacement, visés à l'article 22, 1<sup>o</sup> du décret et exposés par la personne handicapée, peut être octroyée, dans les limites des budgets disponibles, et dans les conditions définies aux articles 26 à 30.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Seuls sont éligibles les frais de déplacement d'une personne handicapée à condition que celle-ci soit dans l'incapacité, par suite de son handicap, d'utiliser seule les moyens de transports en commun ou d'y accéder seule.

Ces frais de déplacement donnent lieu à remboursement à condition que les frais et coûts pour lesquels l'intervention est sollicitée constituent une dépense supplémentaire à celle encourue par une personne valide dans des circonstances identiques et soient nécessaires à l'inclusion de la personne handicapée.

§ 2. Seuls sont pris en considération les déplacements effectués en Belgique.

§ 3. Le montant de l'intervention ne peut en aucun cas excéder le montant des frais réellement encourus.

§ 4. Seuls sont pris en considération les frais de déplacement qui ne peuvent pas être supportés par l'employeur ou par un autre pouvoir public.

§ 5. Seuls sont pris en considération les frais de déplacement lorsqu'un transport collectif n'est pas organisé ou lorsque la personne handicapée justifie qu'elle ne peut pas utiliser un tel transport collectif ou que cette utilisation représente pour elle un inconvénient majeur.

§ 6. Les chèques-taxis ne peuvent pas faire l'objet d'un remboursement.

**Art. 27.** Seuls sont pris en considération les frais de déplacement à raison d'un aller-retour de la personne handicapée par jour et par trajet visé à l'alinéa 2, depuis son lieu de résidence principal.

Sont pris en considération les trajets vers les lieux et dans les situations suivants :

- 1<sup>o</sup> le trajet pour se rendre à l'examen complémentaire visé à l'article 14, § 2;
- 2<sup>o</sup> le trajet pour se rendre au Service PHARE à la demande de ce dernier, dans le cadre de l'examen d'une demande d'admission, d'intervention, de réévaluation ou de réexamen;
- 3<sup>o</sup> le trajet pour se rendre au service d'appui technique;
- 4<sup>o</sup> le trajet pour se rendre sur le lieu de travail habituel;
- 5<sup>o</sup> le trajet pour se rendre sur le lieu d'exécution du stage de découverte visé à la section 2 du chapitre IV, sur le lieu du contrat d'adaptation professionnelle visé à la section 3 du chapitre IV, ou sur le lieu du stage à visée professionnelle;
- 6<sup>o</sup> le trajet pour se rendre sur le lieu de la formation professionnelle ou du service préparatoire à la formation professionnelle visé à l'article 46, 5<sup>o</sup> du décret;
- 7<sup>o</sup> le trajet pour se rendre dans un établissement scolaire, pour autant que la personne handicapée ne soit pas inscrite dans un processus d'intégration permanente totale ou dans l'enseignement spécialisé.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, deux trajets aller-retour par journée scolaire peuvent être pris en considération pour des raisons médicales. Lorsque la personne handicapée mineure réside de manière habituelle à deux adresses différentes situées en Région de Bruxelles-Capitale, dans le cadre d'un hébergement égalitaire constaté par un jugement, les frais de déplacement peuvent être pris en considération au départ de ces deux lieux de résidence habituelle.

8<sup>o</sup> le trajet pour se rendre sur le lieu de l'activité de volontariat constatée dans une convention de volontariat, y compris le lieu de l'activité de volontariat organisée par le service de participation par des activités collectives visé à l'article 56 du décret;

9<sup>o</sup> le trajet de la personne handicapée dont le statut de grande dépendance a été reconnu en application de l'article 23, pour se rendre à une activité de loisir à l'intérieur de la Région de Bruxelles-Capitale, à raison de maximum trente trajets par année civile.

**Art. 28.** Pour les trajets visés à l'article 27, alinéa 2, sont éligibles les frais suivants :

1° les frais de déplacement en transports en commun de l'accompagnateur de la personne handicapée, pour le trajet effectué avec la personne handicapée et pour le trajet aller-retour entre le domicile de l'accompagnateur et le lieu où il rejoint puis quitte la personne handicapée :

1. si la personne peut justifier son incapacité à utiliser seule les transports en commun ou à y accéder seule;
2. à condition que la personne handicapée justifie qu'elle n'est pas dans les conditions pour bénéficier de la carte « Accompagnateur gratuit » de la Société Nationale des Chemins de fer Belges.

Pour les frais relatifs aux déplacements ponctuels visés à l'article 27, alinéa 2, 1° à 3° et 9°, l'intervention correspond au prix du trajet aller/retour lorsque l'accompagnateur est exposé à des frais supplémentaires en raison de l'accompagnement de la personne handicapée.

Lorsque la personne handicapée est astreinte à des déplacements fréquents en transports en commun dans les cas visés à l'article 27, alinéa 2, 4° à 8°, l'intervention pour son accompagnateur est plafonnée :

1. pour les transports en bus, tram, métro, dans et hors de Bruxelles : au coût d'un abonnement annuel de la STIB;
  2. ainsi qu'au coût d'un abonnement de la S.N.C.B. en seconde classe en fonction du tarif kilométrique appliqué au déplacement fréquent plafonné à un trajet simple de 70 km, sans toutefois que l'intervention ne puisse excéder le coût du titre de transport le plus avantageux ni le coût fixé pour un abonnement annuel.
- 2° les frais relatifs aux déplacements effectués avec le véhicule de la personne handicapée, à condition que la personne handicapée justifie qu'elle n'est pas apte à effectuer le déplacement en transports en commun ou que cela représente pour elle un inconvénient majeur.

L'intervention est calculée en fonction de la distance légale suivant les taux figurant au tableau repris en annexe de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

3° les frais relatifs aux déplacements effectués avec le véhicule de l'accompagnateur de la personne handicapée, à condition que la personne handicapée justifie qu'elle n'est pas apte à effectuer le déplacement en transports en commun, ou que cela représente pour elle un inconvénient majeur.

L'intervention est calculée en fonction de la distance légale suivant les taux figurant au tableau repris en annexe de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

4° les frais relatifs aux déplacements dans le cadre d'un service de transport de personnes à mobilité réduite, notamment minibus de la STIB et opérateurs de transport social, le cas échéant au moyen d'un véhicule adapté et/ou avec un service pour monter et descendre du véhicule, à condition que la personne handicapée puisse justifier que le déplacement en véhicule privé ou en transports en commun n'est pas possible ou représente des inconvénients majeurs sur tout ou une partie du trajet.

L'intervention est égale au prix réclamé à la personne, plafonné à 1,5 euros par kilomètre;

5° les frais de déplacement en taxi, à condition que la personne handicapée ne soit pas dans les conditions pour bénéficier des chèques-taxis ou qu'elle ait déjà épuisé les chèques mis à sa disposition.

L'intervention est égale au montant du prix fixé par la réglementation en vigueur dans la zone de départ de la course.

**Art. 29.** En cas de déplacements réguliers en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de l'article 27, alinéa 2, 4° à 9°, l'intervention est plafonnée à son équivalent pour un trajet simple de 70 km.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'intervention dans les frais de déplacement est introduite, datée et signée, au moyen du formulaire de demande relative aux frais de déplacement établi par le Service PHARE.

La demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite conformément aux modalités visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3 et § 2.

§ 2. L'équipe pluridisciplinaire statue sur la demande et sur le montant qui est octroyé en tenant compte des possibilités de déplacement de la personne handicapée en fonction de son handicap, de sa situation globale et de sa capacité à utiliser, selon le type de trajet envisagé, le moyen de transport le moins onéreux. L'intervention peut porter sur un trajet qui cumule différents modes de transport.

§ 3. L'intervention est versée selon les conditions et modalités visées à l'article 22, alinéa 2 sur production des pièces justificatives de la dépense.

Les trajets visés à l'article 27, alinéa 2, 3° sont justifiés au moyen d'une attestation de présence dont le modèle, établi par le Service PHARE, est délivrée par le Service d'appui technique.

Les trajets visés à l'article 27, alinéa 2, 4° à 8° sont justifiés au moyen d'une attestation mensuelle de présence dont le modèle est établi par le Service PHARE.

#### *Section 2. — Dispositions relatives aux aides matérielles visées à l'article 22, 2° du décret*

**Art. 31.** Une intervention, sous forme de remboursement partiel ou total des frais exposés par la personne handicapée pour les aides matérielles visées à l'article 22, 2° du décret, est octroyée, dans les limites des budgets disponibles et dans les conditions définies dans le présent chapitre ainsi que dans la liste visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

La liste visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup> définit les aides qui ouvrent le droit à un remboursement, les conditions à réunir, les plafonds de l'intervention, ainsi que les éventuels délais à l'issue desquels une nouvelle intervention peut être octroyée.

Les plafonds relatifs aux aides qui figurent dans la liste visée l'article 3, § 1<sup>er</sup> tiennent compte, dans la mesure du possible, des résultats d'une étude comparative du prix de ces aides sur le marché ainsi que des montants, des caractéristiques et des qualités des aides octroyées l'année précédente qui ont été consignées dans un registre par le Service PHARE.

Le Service PHARE effectue lui-même, ou délègue au service d'appui technique visé à l'article 25, 1° du décret, la réalisation de l'étude comparative visée à l'alinéa 3.

**Art. 32.** Lorsque c'est possible et pour autant qu'il offre des avantages similaires, l'octroi d'une intervention pour du matériel léger transportable est privilégié.

**Art. 33.** Le Service PHARE intervient pour du matériel de seconde main, à condition qu'il soit certifié par un service d'appui technique visé à l'article 25, 1° du décret.

Le Service PHARE intervient pour du matériel acheté à l'étranger à condition que la personne handicapée justifie que son coût, en ce compris les frais de livraison, n'est pas supérieur à celui pratiqué en Belgique pour du matériel comparable.

**Art. 34.** Lorsqu'ils sont destinés à une personne handicapée mineure qui réside de manière habituelle à deux adresses différentes dans le cadre d'un hébergement égalitaire constaté dans un jugement prononcé par les tribunaux compétents, les aides à la communication, le matériel anti-escarres, l'équipement complémentaire et les biens d'équipement tels que définis dans la liste visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, peuvent être octroyés en deux exemplaires moyennant le respect des conditions suivantes :

- 1° les deux adresses sont situées en Région de Bruxelles-Capitale;
- 2° l'octroi d'un matériel transportable léger n'est pas à même de répondre à ses besoins.

**Art. 35.** Le montant total de l'intervention complémentaire visée à l'article 34, lorsqu'elle est octroyée pour de l'aide, est plafonné à 10.000 euros par période de cinq ans.

**Art. 36.** L'intervention ne peut en aucun cas porter sur le remboursement de frais encourus par la personne handicapée :

- 1° pour l'appareillage dans le cadre d'un traitement médical ou paramédical;
- 2° pour l'entretien de la condition physique;
- 3° pour du matériel uniquement destiné à être utilisé en centre d'activités de jour ou en service d'appui à l'inclusion scolaire et extrascolaire. Une dérogation peut toutefois être octroyée par l'équipe pluridisciplinaire si ce matériel se rapporte à une déficience autre que celles visées par le centre ou service;
- 4° pour de l'équipement scolaire, lorsque celui-ci est destiné à être utilisé uniquement à l'école, sauf si ce matériel permet l'inclusion de l'élève dans l'enseignement ordinaire ou si ce matériel se rapporte à une déficience autre que celles visées par le type d'enseignement spécialisé. Dans ces deux cas, le Service PHARE privilégie du matériel transportable léger pouvant également être utilisé sur le lieu de résidence principal de la personne handicapée, pour autant que ce matériel offre des avantages similaires;
- 5° pour les constructions et adaptations de bâtiments autres que ceux de l'habitation privée où réside la personne handicapée;
- 6° pour du matériel prêté, loué ou mis en leasing auprès de la personne handicapée.

Dans le cadre de l'hébergement de la personne handicapée dans un logement collectif adapté, ou dans une autre institution d'hébergement, une intervention pour une aide visée dans le présent chapitre n'est octroyée que si la dépense ne peut être supportée par un autre pouvoir public, et dans les limites définies dans la liste visée l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Seuls sont pris en considération les frais relatifs aux aides matérielles qui ne sont pas déjà supportées, totalement ou partiellement, par un autre pouvoir public.

Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les aménagements immobiliers et mobiliers repris dans la liste visée l'article 3, § 1<sup>er</sup> peuvent faire l'objet d'un cofinancement.

§ 2. Les interventions dans les aides matérielles ne sont octroyées que dans la mesure où ces interventions n'ont pas donné lieu à une indemnisation, en vertu d'une législation belge ou étrangère.

Lorsque l'intervention octroyée par le Service PHARE est susceptible de faire par la suite l'objet d'une indemnisation en application des dispositions visées au § 2, la personne handicapée est tenue d'en informer le Service PHARE et est tenue de subroger conventionnellement le Service PHARE.

Toutefois, la subrogation consentie au Service PHARE est limitée aux sommes qui excéderaient 100% des frais réellement encourus.

### Section 3. — Procédure

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'intervention est adressée au Service PHARE conformément à la procédure fixée à l'article 7.

En fonction de l'aide demandée, d'autres documents ou informations peuvent être demandés à la personne handicapée. Ils sont définis dans la liste visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

§ 2. L'équipe pluridisciplinaire peut en outre demander à la personne handicapée de présenter, selon le type d'intervention sollicitée, un ou plusieurs devis ou offres de prix émanant de fournisseurs, ainsi qu'une explication des fournisseurs sur l'efficacité et les caractéristiques particulières de l'aide visée.

Plusieurs devis sont demandés pour les aménagements immobiliers et mobiliers.

§ 3. L'équipe pluridisciplinaire peut inviter le demandeur à solliciter l'aide et le conseil du service d'appui technique pour déterminer le type d'aide matérielle apte à répondre au mieux à ses besoins.

**Art. 39.** Préalablement à la décision d'octroi relative à une aide matérielle, l'équipe pluridisciplinaire peut, lorsqu'elle l'estime nécessaire, demander, selon l'aide matérielle faisant l'objet de la décision, que celle-ci fasse l'objet d'un essai par la personne handicapée.

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. L'équipe pluridisciplinaire statue en tenant compte de l'adéquation de la demande par rapport aux besoins de la personne handicapée.

Elle statue sur le montant qui sera octroyé sur la base des plafonds mentionnés dans la liste visée l'article 3, § 1<sup>er</sup> et, le cas échéant, sur la base des explications reçues du fournisseur ou d'une comparaison entre les différents devis et offres de prix.

§ 2. L'intervention ne peut en aucun cas dépasser les plafonds fixés dans la liste visée l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 41.** Les plafonds à prendre en considération pour le remboursement des aides matérielles à caractère récurrent sont ceux en vigueur à la date à laquelle la dépense est effectuée.

Ces plafonds, ainsi que la définition des aides à caractère récurrent, sont fixés dans la liste visée l'article 3, § 1<sup>er</sup>.



*Section 4. — Renouvellement de l'aide*

**Art. 42.** § 1<sup>er</sup>. Une intervention peut être octroyée pour le renouvellement de l'aide matérielle, lorsque le délai de renouvellement prévu dans la liste visée l'article 3, § 1<sup>er</sup> est arrivé à échéance, et à condition de justifier que l'aide à renouveler n'est plus à même de répondre aux besoins actuels de la personne handicapée.

Cette justification peut se faire notamment au moyen d'un certificat médical, d'un devis du fournisseur ou d'une explication écrite de l'utilisation qui a été faite de l'aide à renouveler.

§ 2. L'équipe pluridisciplinaire peut déroger aux délais de renouvellement prévus dans la liste visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup> :

- 1° lorsque la personne handicapée peut justifier que, vu l'évolution de sa déficience, l'aide ne répond plus à ses besoins;
- 2° lorsque l'aide ne fonctionne plus et ne peut être réparée, ou lorsque le coût de la réparation est disproportionné par rapport à celui d'un nouveau matériel équivalent. Dans ce cas, la personne handicapée peut introduire une nouvelle demande d'intervention, confirmée par une attestation du fournisseur, du service d'appui technique ou d'un organe agréé.

*Section 5. — Pièces justificatives et délais spécifiques*

**Art. 43.** § 1<sup>er</sup>. Les travaux d'aménagements immobiliers et mobiliers pour lesquels une intervention est octroyée ne peuvent débiter avant la notification de la décision d'intervention par le Service PHARE.

Aucune facture dont la date est préalable à la date de notification de cette décision ne sera prise en compte.

§ 2. Les travaux d'aménagements immobiliers et mobiliers doivent être entamés au plus tard dans un délai d'un an à compter de la date de la notification de la décision et s'achever dans un délai de deux ans à partir de cette même date.

## CHAPITRE IV

*Interventions relatives aux aides à l'emploi**Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions communes*

**Art. 44.** § 1. Les dispositions du présent chapitre concernent la personne handicapée qui n'est plus soumise à l'obligation scolaire.

Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, la personne handicapée encore soumise à l'obligation scolaire dans le cadre d'une formation en alternance, peut conclure un contrat d'adaptation professionnelle.

§ 2. Les interventions visées aux sections 1 à 8 du présent chapitre ne peuvent se rapporter à des dépenses effectuées avant la date d'introduction de la demande.

**Art. 45.** Les sommes dues sont payées à l'employeur.

Par dérogation à l'article 22, alinéa 2, l'intervention est versée à l'entreprise de travail adapté au moment où la subvention visée à l'article 86 du décret lui est versé.

*Section 2. — Le stage de découverte*

**Art. 46.** Le stage de découverte visé à l'article 48, 1° du décret a pour objet :

- 1° d'offrir à la personne handicapée la possibilité de s'initier à des situations professionnelles réelles et quotidiennes du métier ou de la fonction qu'elle souhaite exercer;
- 2° de vérifier si ce métier ou cette fonction correspondent bien à son souhait et à ses compétences.

La personne handicapée peut suivre un ou plusieurs stages de découverte. Chaque stage est suivi auprès d'un employeur maître de stage différent, sauf si le premier employeur maître de stage est en mesure de proposer une expérience tout à fait différente d'un stage à l'autre.

La durée maximale du stage est fixée à vingt jours ouvrables.

Le stage n'est pas rémunéré.

**Art. 47.** La demande de stage de découverte est adressée au Service PHARE conformément aux modalités visées à l'article 7.

L'équipe pluridisciplinaire statue sur la demande de stage en fonction de la cohérence du projet de stage au regard des capacités et des besoins de la personne handicapée.

**Art. 48.** Le stage fait l'objet d'une convention écrite conclue entre le stagiaire ou son représentant légal, le Service PHARE et l'employeur maître de stage.

La convention de stage doit être conforme à la convention-type établie par le Service PHARE et doit être signée avant le premier jour de l'exécution du stage.

La convention doit contenir les éléments suivants :

- 1° l'identité et le domicile de chaque partie et l'adresse du Service PHARE;
- 2° les dates de début et de fin du stage;
- 3° les obligations de chaque partie;
- 4° la description de la fonction et des tâches à effectuer;
- 5° les modalités de suspension et de résiliation de la convention.

Chaque partie peut résilier la convention avant l'expiration du terme prévu, moyennant notification écrite aux autres parties.

**Art. 49.** L'employeur maître de stage s'engage à :

- 1° faire découvrir au stagiaire l'exercice d'un métier ou d'une fonction;
- 2° mettre à la disposition du stagiaire l'équipement nécessaire, vêtements de travail et équipements de sécurité, ainsi que le matériel nécessaire;
- 3° désigner un membre du personnel, chargé :
  1. de suivre le stagiaire et d'apprécier ses capacités d'adaptation au travail;
  2. de communiquer ses observations au stagiaire et au Service PHARE;
- 4° autoriser le Service PHARE à rencontrer le stagiaire sur le lieu d'exécution du stage;
- 5° informer immédiatement le Service PHARE de toute contestation née à l'occasion ou dans le cours de l'exécution de la convention de stage, ainsi que de tout élément de nature à mettre fin au stage;
- 6° informer le Service PHARE, dans les vingt-quatre heures, de tout accident survenu au stagiaire au cours du stage pendant les heures de stage et pendant les trajets effectués pour se rendre sur le lieu du stage, ainsi que de tout dégât occasionné aux outils ou machines, et de tout accident ou de tout dommage matériel ou corporel causé à des tiers lors du stage.

**Art. 50.** Le stagiaire s'engage à :

- 1° se conformer au règlement de travail en vigueur sur le lieu du stage;
- 2° agir conformément aux instructions qui lui sont données par le membre du personnel visé à l'article 49, 3°;
- 3° s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire à sa propre sécurité ou à celle de tiers;
- 4° conserver pendant le stage et restituer en bon état l'équipement, le matériel, les outils et les matières premières non utilisées qui lui ont été confiés;
- 5° respecter le principe de confidentialité des informations dont il aurait eu connaissance pendant son stage;
- 6° avertir immédiatement le Service PHARE et l'employeur maître de stage de toute absence pour quelque motif que ce soit (accident, maladie,...);
- 7° informer immédiatement le Service PHARE de toute contestation née à l'occasion ou dans le cours de l'exécution de la convention de stage, ainsi que de tout élément de nature à mettre fin au stage.

Le stagiaire reste disponible sur le marché de l'emploi et peut s'absenter pendant les horaires de présence au sein de l'entreprise pour se présenter à toute convocation émanant d'un employeur potentiel ainsi que pour répondre à toute convocation de l'ONEM et des Services de l'emploi.

**Art. 51.** La Commission communautaire française assure le stagiaire :

- 1° contre les accidents qui peuvent subvenir au cours du stage ou sur le chemin du stage, de manière équivalente à celle du personnel assujéti à la législation sur les accidents de travail;
- 2° en responsabilité civile, tant pour les dégâts occasionnés aux outils et machines que pour les accidents ou les dommages matériels ou corporels causés à des tiers lors du stage.

### Section 3. — Le contrat d'adaptation professionnelle

**Art. 52.** § 1<sup>er</sup>. Le contrat d'adaptation professionnelle, visé à l'article 48, 2° du décret, a pour objet d'offrir à la personne handicapée la possibilité de se former et d'acquérir les compétences les plus proches de celles exigées pour le profil professionnel recherché.

§ 2. La demande de contrat d'adaptation professionnelle est adressée au Service PHARE de manière conjointe par la personne handicapée et par l'entreprise formatrice conformément aux modalités visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3 et § 2.

La demande comprend une description de la fonction et des tâches à exercer par le stagiaire. Elle est signée par l'entreprise formatrice et par le stagiaire.

§ 3. L'équipe pluridisciplinaire statue sur la demande en fonction de la cohérence de la fonction et des tâches à exercer au regard des capacités et des besoins du stagiaire.

§ 4. La durée du contrat d'adaptation professionnelle est fixée à un an maximum. Pour autant que le programme d'adaptation ou le handicap du stagiaire le justifie, le contrat peut être prolongé par périodes d'un an maximum, sans dépasser une durée totale de trois ans.

Dans ce cas, la demande est introduite conformément au § 2.

§ 5. Par dérogation au § 4, le contrat d'adaptation professionnelle conclu au sein d'une entreprise de travail adapté peut être prolongé par périodes d'un an maximum, sans toutefois pouvoir dépasser une durée totale de cinq ans.

§ 6. Les contrats d'une durée inférieure ou égale à six mois comprennent une période d'essai d'une durée de sept jours.

La période d'essai des contrats d'une durée supérieure à six mois ne peut dépasser un mois ni être inférieure à sept jours.

La période d'essai ne peut être prolongée pour cause de suspension de l'exécution du contrat.

Pendant la période d'essai, l'entreprise formatrice et le stagiaire peuvent mettre unilatéralement fin au contrat, avec effet immédiat, sans devoir respecter un préavis ou payer une indemnité.

**Art. 53.** Le contrat d'adaptation professionnelle s'applique aux entreprises de droit privé, en ce compris les entreprises de travail adapté, ainsi qu'aux entreprises de droit public.

**Art. 54.** Le contrat d'adaptation professionnelle est constaté par écrit, au plus tard le premier jour de l'exécution du contrat, entre le Service PHARE, l'entreprise formatrice et le stagiaire.

Le modèle du contrat est établi par le Service PHARE et reprend au minimum l'identité et le domicile des parties, la date de début et de fin de contrat, l'objet du contrat, la description de la fonction exercée, le programme d'adaptation professionnelle et le nom du service et de la personne de contact au sein du Service PHARE.

Le contrat est établi en trois exemplaires originaux, dont un exemplaire est remis à chacune des parties.

**Art. 55.** L'entreprise formatrice s'engage à :

- 1° mettre en œuvre le programme d'adaptation professionnelle et à accompagner le stagiaire dans l'acquisition ou le développement des compétences professionnelles requises pour la fonction exercée;
- 2° désigner parmi les membres de son personnel une personne chargée du suivi de l'adaptation professionnelle du stagiaire;
- 3° veiller à la santé et à la sécurité du stagiaire et porter une attention particulière aux difficultés qu'il pourrait rencontrer du fait de son handicap;
- 4° assurer le stagiaire contre les accidents qui peuvent survenir au cours du stage ou sur le chemin du stage, de manière équivalente à celle du personnel assujéti à la législation sur les accidents de travail
- 5° payer l'indemnité fixée aux articles 61 et 63;
- 6° verser les interventions légales, réglementaires ou conventionnelles dans les frais exposés par le stagiaire pour se rendre à son lieu de stage;
- 7° aviser immédiatement le Service PHARE de toute contestation née à l'occasion ou dans le cours de l'exécution du contrat, ainsi que de tout élément de nature à mettre fin à celui-ci;
- 8° fournir au Service PHARE toutes les pièces justificatives qu'il réclame;
- 9° permettre au représentant du Service PHARE d'effectuer les visites jugées nécessaires auprès de l'entreprise formatrice ou sur le lieu du stage.

**Art. 56.** Le stagiaire s'engage à :

- 1° se conformer au règlement de travail en vigueur et à respecter le principe de confidentialité des informations auxquelles il aurait accès pendant l'exécution du contrat d'adaptation professionnelle;
- 2° agir conformément aux instructions qui lui sont données en vue de l'exécution du contrat;
- 3° respecter les consignes de sécurité et d'hygiène;
- 4° restituer en bon état le matériel qui lui a été confié par l'entreprise formatrice;
- 5° aviser immédiatement le Service PHARE de toute contestation née à l'occasion ou dans le cours de l'exécution du contrat, ainsi que de tout élément de nature à mettre fin au contrat.

**Art. 57.** Le Service PHARE :

- 1° suit l'exécution du contrat;
- 2° veille à la bonne mise en œuvre du programme d'adaptation professionnelle;
- 3° peut, sur demande d'une des parties, jouer un rôle de conciliation en cas de difficulté entre l'entreprise formatrice et le stagiaire.

**Art. 58.** § 1<sup>er</sup>. L'exécution du contrat d'adaptation professionnelle est suspendue en cas d'impossibilité momentanée pour l'une des parties d'exécuter le contrat, notamment en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie ou d'un accident, ou en cas de congé de maternité.

Le stagiaire est tenu d'informer immédiatement l'entreprise formatrice de la maladie ou de l'accident visé au § 1<sup>er</sup> et de justifier de son incapacité d'exécuter le contrat par la production d'un certificat médical.

§ 2. En cas de suspension de l'exécution du contrat dans le cadre du § 1<sup>er</sup>, la durée du contrat est prolongée d'une période égale à celle de la suspension.

§ 3. Toute suspension et reprise de l'exécution du contrat visée au § 1<sup>er</sup> doit immédiatement être portée à la connaissance du Service PHARE par la partie la plus diligente.

**Art. 59.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des modes généraux d'extinction des obligations, le contrat prend fin avant l'expiration du terme prévu, moyennant l'information préalable du Service PHARE :

- 1° par la volonté des parties;
- 2° par décision unilatérale du stagiaire ou de l'entreprise formatrice, moyennant un préavis de sept jours;
- 3° en cas de suspension de l'exécution du contrat, en raison de l'incapacité de travail du stagiaire, pour cause de maladie ou d'accident, se prolongeant plus de trois mois, à l'exception du congé de maternité;
- 4° pour motif grave. La faute grave étant celle qui rend définitivement et immédiatement impossible la poursuite de l'exécution du contrat d'adaptation professionnelle.
- 5° par la cession de l'entreprise ou sa cessation d'activité.

§ 2. Le contrat prend également fin avant l'expiration du terme prévu sur décision du Service PHARE, lorsque que celui-ci constate :

- 1° que le stagiaire ne témoigne pas des aptitudes nécessaires pour mener à bien le cours normal de l'adaptation;
- 2° ou que l'une des parties ne respecte pas ses obligations contractuelles.

Dans ce cas, le Service PHARE notifie sa décision aux parties, sous pli recommandé.

Lorsque le Service PHARE constate que le stagiaire ne témoigne pas des aptitudes nécessaires pour mener à bien le cours normal de l'adaptation ou ne respecte pas ses obligations contractuelles, le contrat prend fin avec effet immédiat, sans préavis ni indemnité.

Lorsque le Service PHARE constate que l'entreprise formatrice ne respecte pas ses obligations contractuelles, il peut décider de la fin du contrat d'adaptation professionnelle avant le terme convenu. Dans ce cas, l'entreprise formatrice est tenue de payer au stagiaire une indemnité de rupture équivalente à sept jours d'occupation.

**Art. 60.** L'indemnité versée au stagiaire par l'entreprise formatrice est composée de deux parties :

- 1° la partie dénommée « intervention complémentaire »;
- 2° la partie dénommée « indemnité horaire ».

**Art. 61.** § 1<sup>er</sup>. L'intervention complémentaire est payée mensuellement au stagiaire par l'entreprise formatrice.

Le montant brut de l'intervention complémentaire correspond à 75 % du revenu minimum mensuel moyen garanti prévu par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail.

Sa conversion en montant horaire brut est obtenue en le multipliant par trois et en le divisant par treize avant de le diviser par le nombre d'heures de travail hebdomadaires qui correspond à un emploi à temps plein au sein de l'entreprise.

§ 2. Le montant visé au § 1<sup>er</sup> est diminué, le cas échéant :

- 1° des pensions de retraite légales ou réglementaires ainsi que de tous les avantages y afférents;
- 2° des indemnités, allocations et rentes viagères octroyées aux victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, en application de la législation relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail ou en application de la législation relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci;
- 3° des indemnités allouées à la personne handicapée victime d'un accident, en application des articles 1382 et suivants du Code civil, ou en application de toute autre législation étrangère analogue;
- 4° des indemnités d'incapacité de travail ou d'invalidité octroyées en application de la législation relative à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;
- 5° des allocations de chômage octroyées en application de la réglementation relative à l'emploi et au chômage;
- 6° des allocations de remplacement de revenus octroyées en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés ou des allocations ordinaires ou spéciales octroyées en application de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés.

§ 3. Lorsque des interventions visées au § 2 sont liquidées sous forme de capital ou de valeur de rachat, les dispositions figurant à l'article 8bis de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et l'allocation d'intégration seront appliquées.

**Art. 62.** L'intervention complémentaire est remboursée par le Service PHARE à l'entreprise formatrice sur production, par cette dernière, d'un état des prestations présenté conformément au modèle établi par le Service PHARE.

L'état des prestations visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est accompagné d'une copie des fiches de paie ainsi que de la déclaration trimestrielle communiquée à l'Office national de sécurité sociale.

Le remboursement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est effectué aux conditions et modalités fixées aux articles 22, alinéa 2 et 45.

**Art. 63.** § 1<sup>er</sup>. L'indemnité horaire est versée par l'entreprise formatrice au stagiaire à la fin du mois auquel se rapportent les prestations.

Le montant minimal de l'indemnité horaire est fixé à 1 euro et n'est dû que pour les heures effectivement prestées ou assimilées.

§ 2. L'indemnité horaire est majorée de 50 % à compter de la deuxième année d'exécution du contrat d'adaptation professionnelle.

§ 3. Par dérogation aux § 1<sup>er</sup> et § 2, lorsque le contrat est exécuté au sein d'une entreprise de travail adapté, le montant de l'indemnité horaire est fixé conformément à la réglementation relative à l'agrément, aux interventions et aux subventions octroyées aux entreprises de travail adapté agréées.

§ 4. Le Service PHARE ne rembourse pas l'indemnité horaire à l'entreprise formatrice.

#### Section 4. — La prime de tutorat

**Art. 64.** La prime de tutorat, visée à l'article 48, 3° du décret, est une intervention octroyée à l'employeur lorsque celui-ci désigne un membre du personnel comme tuteur pour la personne handicapée, soit au début du contrat de travail, soit lorsque la personne handicapée reprend le travail après une période d'interruption provoquée par un accident ou une maladie ayant entraîné l'apparition ou l'aggravation d'une déficience.

La présente section ne s'applique pas aux entreprises de travail adapté, en ce qui concerne les travailleurs handicapés pour lesquels l'entreprise bénéficie déjà d'une intervention dans le cadre de la réglementation de la Commission communautaire française relative à l'agrément, aux interventions et aux subventions octroyées aux entreprises de travail adapté agréées.

**Art. 65.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application des dispositions de la présente section, il faut entendre par « tuteur » la personne qui accompagne et guide le travailleur handicapé.

§ 2. Le tuteur est un membre du personnel de l'employeur.

Il est désigné par l'employeur en concertation avec le travailleur handicapé et moyennant l'accord du Service PHARE.

§ 3. Le tuteur a pour missions :

- 1° d'informer, guider et accompagner le travailleur handicapé;
- 2° de faciliter son inclusion dans l'équipe de travail et au sein de l'entreprise;
- 3° de soutenir le travailleur handicapé dans sa relation avec l'employeur;
- 4° d'établir, à l'issue de chaque trimestre, un rapport de ses activités présenté conformément au formulaire établi par le Service PHARE;
- 5° de formuler des avis, avec l'accord du travailleur handicapé, sur tout ce qui concerne l'exécution du contrat de travail, notamment sur la qualité de l'accueil, l'aménagement du poste de travail et l'accessibilité des locaux.

§ 4. L'employeur s'engage à ce que le tuteur puisse remplir correctement les missions visées au § 3 et à assurer la continuité de ces missions.

§ 5. Au cas où la personne désignée, en application du § 2, cesserait d'accomplir sa mission de tuteur, l'employeur doit, dans le mois, en informer le Service PHARE et lui communiquer le nom de son remplaçant sous peine de ne plus pouvoir bénéficier de l'intervention.

**Art. 66.** La prime de tutorat est octroyée pour une durée maximale de six mois.

Elle peut être renouvelée, sans toutefois que sa durée totale ne puisse excéder une année.

**Art. 67.** § 1<sup>er</sup>. La demande de prime de tutorat est introduite auprès du Service PHARE dans le mois qui suit le jour de l'entrée en service du travailleur ou le jour de sa reprise du travail après la période d'interruption visée à l'article 64, alinéa 1<sup>er</sup>.

La demande de prime de tutorat est adressée au Service PHARE de manière conjointe par la personne handicapée et par l'employeur conformément aux modalités visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3 et § 2.

La demande mentionne la date à laquelle le tuteur débute sa mission.

Elle est signée par l'employeur, le tuteur et le travailleur handicapé.

§ 2. La mission du tuteur doit avoir débuté au plus tard dans le mois qui suit la notification de la décision d'octroi de la prime de tutorat.

§ 3. L'équipe pluridisciplinaire statue sur la demande en fonction de la cohérence entre les missions du tuteur et les besoins du travailleur handicapé.

**Art. 68.** Le montant mensuel de la prime de tutorat est de 250 euros. Ce montant est celui prévu pour une occupation à temps plein. Lorsque le travailleur est occupé à temps partiel, le montant de la prime est adapté au prorata de la durée d'occupation.

La prime de tutorat est payée à l'employeur sur production du rapport d'activités visé à l'article 65, § 3.

Le paiement de la prime de tutorat est effectué aux conditions et modalités fixées aux articles 22, alinéa 2 et 45.

#### Section 5. — La prime de sensibilisation à l'inclusion

**Art. 69.** § 1<sup>er</sup>. L'équipe pluridisciplinaire peut décider de l'octroi d'une intervention financière à l'employeur qui occupe un travailleur handicapé et qui autorise certains de ses travailleurs à suivre un programme de sensibilisation et/ou de formation aux spécificités du handicap du travailleur concerné, en vue de favoriser l'inclusion de ce dernier.

Cette prime peut également être octroyée à l'employeur indépendant handicapé exerçant son activité à titre principal occupant des travailleurs dans le but de sensibiliser ceux-ci à son handicap.

§ 2. Ce programme est destiné aux personnes qui sont amenées à côtoyer le travailleur handicapé dans son cadre professionnel à raison de plus de dix heures par semaine au cours d'une période d'au minimum six mois.

§ 3. La présente section ne s'applique pas aux entreprises de travail adapté, pour les travailleurs handicapés pour lesquels l'entreprise bénéficie déjà d'une intervention dans le cadre de la réglementation relative à l'agrément, aux interventions et aux subventions octroyées aux entreprises de travail adapté agréées.

§ 4. Le programme visé au § 1<sup>er</sup> est organisé et dispensé par un service de formation aux spécificités du handicap, visé à l'article 31 du décret, ou par une organisation externe au personnel de l'employeur, reconnue par un pouvoir public belge.

§ 5. La prime de sensibilisation à l'inclusion porte uniquement sur la prestation visée au § 1<sup>er</sup> et ne peut porter sur du matériel, de l'équipement ou sur l'aménagement du poste de travail ou de l'environnement de travail.

§ 6. Un même programme de sensibilisation et/ou de formation peut bénéficier à plusieurs travailleurs handicapés de l'employeur.

**Art. 70.** § 1<sup>er</sup>. La demande de prime de sensibilisation à l'inclusion est adressée au Service PHARE par l'employeur ou par le travailleur indépendant handicapé, conformément aux modalités visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3 et § 2.

La demande contient les mentions suivantes :

- 1° la description du programme de sensibilisation et/ou de formation;
- 2° la justification de la cohérence de ce programme en fonction du profil et des besoins du travailleur handicapé;
- 3° le nombre d'heures de prestation fixées;
- 4° le nombre de travailleurs qui seront sensibilisés et/ou formés.

§ 2. L'équipe pluridisciplinaire statue sur la demande en fonction de la cohérence entre les éléments énoncés au § 1<sup>er</sup> et les besoins du travailleur handicapé, et détermine le montant de la prime qui sera octroyée.

La prime de sensibilisation à l'inclusion ne peut en aucun cas excéder la somme de 1.000 euros.

§ 3. L'employeur est tenu d'établir un rapport d'évaluation présenté conformément au formulaire établi par le Service PHARE.

§ 4. La prime est versée, selon les conditions et modalités fixées aux articles 22, alinéa 2 et 45, moyennant production des pièces justificatives de la dépense et du rapport d'évaluation.

#### Section 6. — La prime d'insertion

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Dispositions communes

**Art. 71.** § 1<sup>er</sup>. L'employeur qui occupe un travailleur handicapé peut demander à bénéficier d'une prime d'insertion visée à l'article 48, 5° du décret.

La prime d'insertion consiste en une intervention financière qui correspond à un pourcentage déterminé de la rémunération mensuelle brute du travailleur, plafonnée conformément au § 2, et majorée des cotisations patronales de sécurité sociale.

§ 2. La rémunération mensuelle brute de base visée au § 1<sup>er</sup> ne peut excéder trois fois le revenu minimum mensuel moyen garanti fixé par la convention collective de travail n°43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail.

§ 3. Lorsque l'employeur est une entreprise de travail intérimaire, il reverse à l'entreprise utilisatrice la moitié au moins du montant de la prime d'insertion.

**Art. 72.** Ne peuvent bénéficier de la prime d'insertion :

- 1° les employeurs du secteur public qui n'atteignent pas le quota de travailleurs handicapés fixé par une réglementation fédérale, communautaire ou régionale;
- 2° les entreprises de travail adapté, en ce qui concerne les travailleurs handicapés pour lesquels l'entreprise bénéficie déjà d'une intervention dans le cadre de la réglementation relative à l'agrément, aux interventions et aux subventions octroyées aux entreprises de travail adapté agréées;
- 3° les employeurs bénéficiant déjà d'une intervention en exécution de la convention collective de travail n° 26 du 15 octobre 1975 conclue au sein du Conseil national du travail, concernant le niveau de rémunération des personnes handicapées occupées dans un emploi normal, ou de toute autre disposition réglementaire visant également à compenser la perte de rendement temporaire ou définitive d'un travailleur handicapé.

**Art. 73.** La demande de prime d'insertion, ou de renouvellement de la prime d'insertion, est adressée au Service PHARE de manière conjointe par la personne handicapée et par l'employeur conformément aux modalités visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3 et § 2.

Elle est signée par l'employeur et par le travailleur handicapé.

**Art. 74.** La prime d'insertion est payée à l'employeur après production :

- 1° d'un état des prestations dont le modèle est établi par le Service PHARE;
- 2° d'une copie des fiches de paie;
- 3° de la déclaration trimestrielle communiquée à l'Office national de sécurité sociale.

Lorsque l'employeur est une entreprise de travail intérimaire, il communique dans le mois de la réception de la prime la preuve du paiement visé à l'article 71, § 4.

Le paiement est effectué aux conditions et modalités prévues aux articles 22, alinéa 2 et 45.

Sous-section 2. — Les contrats d'une durée supérieure à trois mois

**Art. 75.** La prime d'insertion en faveur d'un travailleur handicapé engagé dans un lien statutaire ou dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée ou d'un contrat de travail à durée déterminée de plus de trois mois, est octroyée pour une durée maximale d'un an.

Elle peut toutefois être renouvelée par périodes successives d'un an pour autant que la persistance de la perte de rendement du travailleur soit constatée.

**Art. 76.** § 1<sup>er</sup>. L'équipe pluridisciplinaire statue sur la demande et fixe le pourcentage visé à l'article 71, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Cette décision se fonde sur l'estimation de la perte de rendement du travailleur handicapé dans la fonction qu'il exerce, qui résulte directement de son handicap.

L'estimation est réalisée au moyen du formulaire d'évaluation dont le modèle est établi par le Service PHARE.

§ 2. Le montant octroyé pour la prime d'insertion ne peut en aucun cas excéder 50 % de la rémunération mensuelle brute du travailleur majorée des cotisations patronales de sécurité sociale.

Sous-section 3. — Les contrats d'une durée inférieure ou égale à trois mois

**Art. 77.** Le pourcentage visé à l'article 71, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 s'élève à 30 % lorsque le travailleur handicapé est engagé dans les liens d'un contrat de travail d'une durée inférieure ou égale à trois mois.

**Art. 78.** La prime d'insertion est octroyée pour toute la durée du contrat de travail.

La prime d'insertion peut être renouvelée sans toutefois pouvoir être octroyée, pour un même travailleur handicapé chez un même employeur, pour une durée supérieure à six mois par période de douze mois à dater de la prise de cours du premier contrat.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque l'employeur est une entreprise de travail intérimaire, et que des contrats se succèdent pour une même fonction auprès d'une même entreprise utilisatrice au cours d'une période ne dépassant pas trois mois, l'équipe pluridisciplinaire peut décider que la prime d'insertion est octroyée sans qu'il ne soit nécessaire d'introduire une demande de renouvellement à chaque nouveau contrat de travail intérimaire.

L'équipe pluridisciplinaire statue sur la demande de prime d'insertion et de renouvellement de la prime d'insertion.

Section 7. — La prime d'installation

**Art. 79.** Par prime d'installation, il faut entendre la prime d'insertion pour travailleur indépendant.

La personne handicapée qui exerce une activité en tant que travailleur indépendant à titre principal, peut demander à bénéficier d'une prime d'installation visée à l'article 48, 6° du décret.

La prime d'installation consiste en une intervention financière dont le montant est fixé à concurrence d'un pourcentage du revenu minimum mensuel moyen garanti prévu par la convention collective de travail n°43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail. Ce pourcentage correspond à une estimation de la perte de rendement dans l'exercice de l'activité indépendante résultant directement du handicap.

La prime d'installation ne peut toutefois pas excéder 50 % du revenu minimum mensuel moyen garanti.

**Art. 80.** Ne peuvent bénéficier de la prime d'installation :

- 1° le travailleur handicapé indépendant qui ne satisfait pas à toutes les conditions légales et réglementaires relatives à l'exercice de l'activité professionnelle concernée;
- 2° le chômeur qui bénéficie d'une dispense pour effectuer les activités préparatoires à l'exercice d'une activité d'indépendant;
- 3° le travailleur handicapé indépendant qui ne peut plus prouver après trois années d'activités que son entreprise répond aux critères de viabilité économique et financière.

**Art. 81.** La prime d'installation est octroyée pour une période qui ne peut excéder douze mois.

Elle peut toutefois être renouvelée par périodes successives d'un an pour autant que la persistance de la perte de rendement du travailleur soit constatée.

La demande de prime d'installation, ou de renouvellement de la prime d'installation, est adressée au Service PHARE par l'employeur conformément aux modalités visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3 et § 2.

L'équipe pluridisciplinaire statue sur le pourcentage visé à l'article 79, alinéa 3 en se fondant sur une estimation de la perte de rendement du travailleur handicapé résultant directement de son handicap, réalisée au moyen du formulaire d'évaluation dont le modèle est établi par le Service PHARE.

**Art. 82.** § 1<sup>er</sup>. Le travailleur handicapé indépendant est tenu de remettre tous les six mois une attestation d'assujettissement à la sécurité sociale des travailleurs indépendants émanant de sa Caisse d'assurance sociale.

Ce document doit être introduit, sous peine de forclusion, dans un délai de six mois à compter de l'expiration du trimestre auquel il se rapporte.

§ 2. La prime d'installation est versée aux conditions et modalités prévues à l'article 22, alinéa 2.

#### *Section 8*

#### L'adaptation du poste de travail et de l'environnement de travail

**Art. 83.** La présente section s'applique :

- 1° aux travailleurs handicapés et à leur employeur du secteur privé ou du secteur public, y compris les travailleurs et employeurs des entreprises de travail adapté;
- 2° aux travailleurs handicapés indépendants à titre principal;
- 3° aux stagiaires et à leur entreprise formatrice dans le cadre du contrat d'adaptation professionnelle visé à la section 3;
- 4° aux stagiaires et à leur organisme de formation dans le cadre d'une formation professionnelle.

**Art. 84.** Par « poste de travail », on entend le lieu dans lequel la personne handicapée dispose des ressources matérielles lui permettant d'effectuer son travail, son stage ou sa formation.

Seul le poste de travail principal peut donner lieu aux interventions prévues dans la présente section.

Le véhicule mis à disposition du travailleur handicapé par l'employeur n'est considéré comme faisant partie du poste de travail que si les conditions suivantes sont réunies :

- 1° le véhicule constitue l'outil principal de l'occupation professionnelle;
- 2° le travailleur handicapé ne dispose pas déjà d'un autre véhicule adapté, excepté s'il peut être démontré que le véhicule mis à disposition par l'employeur lui est nécessaire pour l'exécution de son travail.

**Art. 85.** La demande d'adaptation du poste de travail et de l'environnement de travail est adressée au Service PHARE de manière conjointe par la personne handicapée et l'employeur, l'entreprise formatrice, l'entreprise de travail adapté ou l'organisme de formation professionnelle conformément aux modalités visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3 et § 2.

**Art. 86.** L'équipe pluridisciplinaire statue sur la demande en fonction des besoins de la personne handicapée et du caractère raisonnable des aménagements demandés.

Le caractère raisonnable des aménagements est évalué en fonction de leur coût, de leur efficacité, de l'absence d'alternatives moins onéreuses et de l'investissement dans le temps.

L'intervention est payée dans les conditions et modalités fixées aux articles 22, alinéa 2 et 45.

**Art. 87.** Lorsque du matériel transportable léger existe sur le marché, parallèlement à du matériel lourd, offrant la même finalité et des avantages similaires, l'octroi d'une intervention pour du matériel transportable léger est privilégié.

Si du matériel transportable léger ou lourd a déjà été octroyé à la personne handicapée en application du chapitre III, une nouvelle intervention peut être octroyée dans le cadre de la présente section, à condition de démontrer que, sans bénéficier de cette aide en double exemplaire, la personne handicapée est confrontée à un empêchement majeur ne lui permettant pas d'exercer son emploi ou d'accomplir son stage ou sa formation professionnelle.

**Art. 88.** § 1<sup>er</sup>. L'intervention pour du matériel transportable léger ou pour du matériel transportable lourd est octroyée à la personne handicapée selon les modalités et dans les conditions reprises aux articles 31 à 33, 38 à 40 et dans la liste visée l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

§ 2. Lorsque ce matériel n'est pas repris dans la liste visée l'article 3, § 1<sup>er</sup>, l'article 3, § 2 est d'application.

§ 3. A la fin de l'occupation, du stage ou de la formation professionnelle, la personne handicapée est tenue de restituer le matériel transportable léger et le matériel transportable lourd, sauf si elle démontre, dans un délai de six mois à dater de la fin de l'occupation, du stage ou de la formation professionnelle, que ce matériel lui est nécessaire dans le cadre d'une nouvelle occupation, d'un nouveau stage ou d'une nouvelle formation professionnelle.

Le matériel doit être restitué à un service d'appui technique ou à un organisme agréé par la Commission communautaire française dans le cadre de l'aide aux personnes handicapées.

§ 4. Le matériel transportable léger ou lourd peut être renouvelé dans les conditions et délais définis à l'article 40 et dans la liste visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 89.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'octroi de matériel transportable léger ou lourd ne peut être privilégié, une intervention financière pour l'acquisition de matériel non-transportable peut être octroyée à l'employeur, à l'entreprise formatrice, à l'organisme de formation professionnelle ou au travailleur handicapé indépendant à titre principal, selon les modalités et dans les conditions reprises aux articles 31, 37, 38, 40 et 42 et dans l'arrêté visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

§ 2. Une intervention pour des aménagements immobiliers, est exclue pour les employeurs du secteur public et ne peut être octroyée, pour les autres employeurs, qu'à condition que l'absence d'aménagement constitue un obstacle à l'exercice de l'emploi, du stage ou de la formation du travailleur handicapé.

§ 3. L'intervention porte au maximum sur les frais réellement encourus.

L'intervention ne couvre que la partie des frais qui représentent un coût supplémentaire par rapport à ceux engendrés en faveur d'une personne valide et n'est octroyée que si la dépense ne peut être supportée par un autre pouvoir public.

Les factures relatives à l'adaptation du poste de travail et de l'environnement de travail ne peuvent dater de plus de douze mois avant la date de réception de la demande.

*Section 9. — Incompatibilités*

**Art. 90.** Sont incompatibles :

- 1° le stage de découverte visé à la section 2 et :
  - a. le contrat d'adaptation professionnelle visé à la section 3;
  - b. la prime de tutorat visée à la section 4;
  - c. la prime de sensibilisation à l'inclusion visée à la section 5;
  - d. la prime d'insertion visée à la section 6;
  - e. la prime d'installation visée à la section 7;
  - f. l'adaptation du poste de travail et de l'environnement de travail visée à la section 8;
- 2° le contrat d'adaptation professionnelle visé à la section 3 et :
  - a. le stage de découverte visé à la section 2;
  - b. la prime de tutorat visée à la section 4;
  - c. la prime d'insertion visée à la section 6;
  - d. la prime d'installation visée à la section 7;
- 3° la prime de tutorat visée à la section 4 et :
  - a. le stage de découverte visé à la section 2;
  - b. le contrat d'adaptation professionnelle visé à la section 3;
  - c. l'emploi dans une entreprise de travail adapté visée aux articles 52 à 55 du décret;
  - d. la prime d'installation visée à la section 7;
- 4° la prime de sensibilisation visée à la section 5 et :
  - a. le stage de découverte visé à la section 2;
  - b. l'emploi dans une entreprise de travail adapté visée aux articles 52 à 55 du décret;
- 5° l'emploi dans une entreprise de travail adapté visé aux articles 52 à 55 du décret et :
  - a. la prime de tutorat visée à la section 4;
  - b. la prime de sensibilisation à l'inclusion visée à la section 5;
  - c. la prime d'insertion visée à la section 6;
  - d. la prime d'installation visée à la section 7;
- 6° la prime d'insertion visée à la section 6 et :
  - a. le stage de découverte visé à la section 2;
  - b. le contrat d'adaptation professionnelle visé à la section 3;
  - c. l'emploi dans une entreprise de travail adapté visée aux articles 52 à 55 du décret;
  - d. la prime d'installation visée à la section 7;
- 7° la prime d'installation visée à la section 7 et :
  - a. le stage de découverte visé à la section 2;
  - b. le contrat d'adaptation professionnelle visé à la section 3;
  - c. la prime de tutorat visée à la section 4;
  - d. l'emploi dans une entreprise de travail adapté visé à aux articles 52 à 55 du décret;
  - e. la prime d'insertion visée à la section 6;
- 8° l'adaptation du poste de travail et de l'environnement de travail visée à la section 8 et le stage de découverte visé à la section 2.

*CHAPITRE V. — Dispositions abrogatoires et finales*

*Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions abrogatoires*

**Art. 91.** Sont abrogés :

- 1° l'arrêté 99/262/A du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en œuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées, à l'exception :
  1. des articles 71 et 72;
  2. de l'article 73, modifié par les arrêtés du Collège des 28 novembre 2002 et 29 avril 2004;
  3. de l'article 74, modifié par l'arrêté du Collège du 28 novembre 2002;
  4. de l'article 75, modifié par les arrêtés du Collège des 28 novembre 2002 et 29 avril 2004;
  5. de l'article 78, modifié par les arrêtés du Collège des 28 novembre 2002, 29 avril 2004 et 21 septembre 2006;
  6. de l'article 79, modifié par l'arrêté du Collège du 28 novembre 2002;
  7. de l'article 80, modifié par les arrêtés du Collège des 28 novembre 2002 et 29 avril 2014;



- 2° l'arrêté 2004/80 du Collège de la Commission communautaire française du 27 mai 2004 visant à favoriser l'intégration professionnelle des personnes handicapées;
- 3° l'arrêté 2009/76 du Collège de la Commission communautaire française du 30 avril 2009 instaurant une prime à l'engagement en vue de favoriser l'intégration professionnelle des personnes handicapées;
- 4° le chapitre IV de l'arrêté 99/262/D du Collège de la Commission communautaire française du 8 juin 2000 relatif à l'agrément des centres d'orientation spécialisés et des services d'accompagnement pédagogique et à l'agrément et aux subventions accordées aux centres de réadaptation fonctionnelle ainsi que les arrêtés individuels d'agrément pris en application de ce chapitre.

*Section 2. — Dispositions finales*

**Art. 92.** § 1<sup>er</sup>. Entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2015 :

- 1° le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée à l'exception de l'article 17 du chapitre III, des sections 3 à 7 du chapitre IV, des sections 2 à 5 du chapitre V, des chapitres VI à VIII et du chapitre XIII;
- 2° le présent arrêté.

§ 2. Les centres de réadaptation fonctionnelle agréés par le Collège dans le cadre du décret du 4 mars 1999 de la Commission communautaire française relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ne sont plus agréés et subventionnés à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**Art. 93.** Le Membre du Collège est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 mai 2015.

Pour le Collège :

Mme F. LAANAN,

La Ministre-Présidente du Collège chargée du Budget

Mme C. FREMAULT,

La Membre du Collège  
chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées

—————  
VERTALING

**FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[C – 2015/31492]

**7 MEI 2015. — Besluit 2014/152 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de individuele prestaties en de werkgelegenheidssteun aan personen met een handicap houdende toepassing van de artikelen 19,1° en 48 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap. — 2de lezing**

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap, de artikelen 2, 4°, 11, 12, 13, lid 2, 14, 15, lid 2, 16, 18, lid 5, 21, 24, 49, 50, lid 2, 51, 118, lid 2, 119.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20°;

Gelet op het besluit 99/262/A van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen van de Franstalige Brusselse Dienst voor Mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Gelet op het besluit 2004/4 van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 mei 2004 tot bevordering van de beroepsintegratie van de gehandicapten;

Gelet op het besluit 2009/76 van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 april 2009 tot instelling van een aanwervingspremie met het oog op het bevorderen van de inschakeling van personen met een handicap in het arbeidsproces;

Gelet op het advies van de afdeling "Gehandicapte personen" van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Volksgezondheid, gegeven op 17 februari 2014;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 april 2015;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met de Begroting;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 juni 2014 bij toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van het lid van het College belast met het beleid voor hulp aan gehandicapte personen,

Na beraadslaging,

Besluit :

*HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° decreet : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap;
- 2° dienst PHARE : de dienst Personne Handicapée Autonome Recherche, bedoeld in artikel 2, 9° van het decreet ;
- 3° AWIPH : het Agence Wallonne pour l'Intégration des Personnes Handicapées, opgericht bij artikel 271 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

- 4° V.A.P.H. : Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap, ingesteld bij het besluit van de Vlaamse Regering van 31 maart 2006 betreffende het Departement Welzijn, Volksgezondheid en Gezin, betreffende de inwerkingtreding van de regelgeving tot oprichting van agentschappen in het beleidsdomein Welzijn, Volksgezondheid en Gezin en betreffende de wijziging van regelgeving met betrekking tot dat beleidsdomein;
- 5° Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor Personen met een Handicap : Dienststelle für Personen mit einer Behinderung, ingesteld bij het decreet van 19 juni 1990 houdende oprichting van een " Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung";
- 6° Adviesraad : de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan personen en Volksgezondheid, afdeling "Gehandicapte personen", bedoeld in artikel 2, 10° van het decreet;
- 7° "College" : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 8° "Lid van het College" : het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met het gehandicaptenbeleid;
- 9° persoon met een handicap : de persoon gedefinieerd in artikel 2, 2° van het decreet die woonachtig is in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;
- 10° zwaar zorgbehoevende persoon : de persoon gedefinieerd in artikel 2, 3° van het decreet;
- 11° statuut 'zware zorgbehoevendheid' : het statuut gedefinieerd in artikel 2, 4° van het decreet;
- 12° multidisciplinair team : het team bedoeld in artikel 12, lid 1 van het decreet;
- 13° beroepsopleiding : elke beroepsopleiding die georganiseerd, erkend of gesubsidieerd wordt door een Belgische autoriteit;
- 14° redelijke aanpassingen : de aanpassingen gedefinieerd in artikel 5, 8° van het decreet van 9 juli 2010 van de Franse Gemeenschapscommissie ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en de toepassing van het beginsel van gelijke behandeling;
- 15° licht vervoerbaar materiaal : materiaal dat door personen met een handicap verplaatst en meegenomen kan worden zonder hulp van buitenaf;
- 16° zwaar vervoerbaar materiaal : materiaal dat door personen met een handicap slechts verplaatst en meegenomen kan worden met hulp van buitenaf;
- 17° niet-vervoerbaar materiaal : materiaal dat op duurzame en gebruikelijke wijze in het gebouw is opgenomen zodat het niet verplaatst kan worden zonder de plek te beschadigen.

**Art. 3. § 1.** De modaliteiten en de criteria met betrekking tot de ondersteuning bedoeld in hoofdstuk III en in afdeling 8 van hoofdstuk IV worden vastgesteld in een door het Lid van het College opgesteld lijst, na voorafgaandelijk advies van de Adviesraad.

Om dit advies uit te brengen beschikt de Adviesraad over een termijn van dertig dagen vanaf de dag van de mededeling aan de Adviesraad van het ontwerp van lijst opgesteld door het Lid van het College.

§ 2. In afwijking van § 1 kan een ondersteuning worden toegekend, binnen de grenzen van de begrotingskredieten, voor een steun die niet is opgenomen in de in § 1 bedoelde lijst wanneer het in artikel 9 bedoelde multidisciplinair team van mening is dat de gevraagde ondersteuning :

- 1° beantwoordt aan de algemene voorwaarden van het decreet, van dit besluit en van de in § 1 bedoelde lijst;
- 2° essentieel is voor de inclusie van de persoon met een handicap;
- 3° niet het voorwerp is geweest of kan zijn van een ondersteuning die tot de bevoegdheid van andere overheidsdiensten behoort.

Het voor deze steun toegekende bedrag kan echter in geen geval hoger zijn dan 15.000 euro.

§ 3. In afwijking van § 1 kan voor een steun die opgenomen is op de in § 1 bedoelde lijst, maar waarvoor bepaalde toekenningsvoorwaarden niet vervuld zijn, een ondersteuning toegekend worden voor zover het multidisciplinair team van oordeel is dat die steun essentieel is voor de inclusie van de persoon met een handicap en voor zover de maximumgrenzen worden nageleefd.

§ 4. In het in § 3 bedoelde geval legt het multidisciplinair team aan de in artikel 108 van het decreet bedoelde Heronderzoekscommissie een naar behoren gerechtvaardigd voorstelling van beslissing voor. De Heronderzoekscommissie beschikt over een termijn van twee maanden om een advies uit te brengen over dit voorstel van beslissing en om het over te maken aan het multidisciplinair team, dat een beslissing neemt.

**Art. 4.** De in de artikelen 14, § 2, 35, 70, § 2 en 28, lid 1, 4° bedoelde bedragen worden jaarlijks aangepast, telkens op 1 januari, rekening houdend met het indexcijfer der consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het Koninklijk Besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna de gezondheidsindex te noemen, volgens de formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{Gezondheidsindex van de maand december } n-1}{\text{Gezondheidsindex van december 2014}}$$

## HOOFDSTUK II. — Erkennings- en steunaanvragen

### Afdeling 1. — Erkenningsaanvraag

**Art. 5. § 1.** De in artikel 8 van het decreet bedoelde erkenningsaanvraag wordt ingediend door middel van het, gedateerd en ondertekend, formulier 'erkenningsaanvraag', dat is opgesteld door de dienst PHARE.

De erkenningsaanvraag wordt hetzij per aangetekende brief naar de dienst PHARE gestuurd hetzij tegen bewijs van ontvangst op het adres van de genoemde dienst afgegeven hetzij elektronisch naar het op de website van de dienst PHARE vermelde e-mailadres gestuurd.

Naargelang van de indieningswijze van de aanvraag geldt de poststempel, de datum van het bewijs van ontvangst of de ontvangstdatum van het elektronische formulier als bewijs voor de datum van indiening van de aanvraag.

§ 2. Als de erkenningsaanvraag van de persoon met een handicap door zijn wettelijke vertegenwoordiger wordt ondertekend, wordt de persoon met een handicap, in de mate van het mogelijke, uitgenodigd om zijn erkenningsaanvraag mee te ondertekenen, om hem bij deze stap te betrekken.

**Art. 6.** De persoon wiens handicap erkend werd door de V.A.P.H., de AWIPH, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor Personen met een Handicap kan zich, in het kader van zijn erkenningsaanvraag, op die erkenning beroepen in het erkenningsformulier.

Het bewijs van de erkenning van de handicap door de V.A.P.H., de AWIPH, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor Personen met een Handicap wordt bij de erkenningsaanvraag gevoegd.

#### *Afdeling 2. — Steunaanvraag*

**Art. 7.** § 1. De in artikel 10 van het decreet bedoelde steunaanvraag wordt, gedateerd en ondertekend, ten vroegste op het ogenblik van de erkenningsaanvraag en volgens de in artikel 5, § 1, leden 2 en 3 en § 2 bedoelde modaliteiten ingediend.

De aanvraag wordt ingediend met behulp van het door de dienst PHARE opgemaakte steunaanvraagformulier.

§ 2. Wat betreft de in hoofdstuk IV bedoelde werkgelegenheidssteun, wordt de in § 1 bedoelde steunaanvraag gezamenlijk ondertekend door de werkgever.

**Art. 8.** De gevraagde ondersteuning wordt toegekend door hetzij de dienst PHARE hetzij door een van de in artikel 6, lid 1, bedoelde instanties of overheden, op voorwaarde dat de handicap waarop de ondersteuning betrekking heeft voor het eerst werd vastgesteld vóór de verjaardag waarop de persoon de leeftijd van 65 jaar bereikt.

#### *Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de erkennings- en steunaanvragen*

**Art. 9.** Het multidisciplinair team is samengesteld uit drie ambtenaren van de dienst PHARE, van wie één ambtenaar die de titel van doctor in de geneeskunde, heelkunde en verloskunde draagt, één ambtenaar die de titel van psycholoog draagt en één ambtenaar van niveau 3, bij voorkeur gespecialiseerd in het type gevraagde ondersteuning.

Het multidisciplinair team beslist collegiaal over de erkenningsaanvragen, de steunaanvragen, de in artikelen 18 en 19 bedoelde herbeoordelingsaanvragen en over de in artikel 20 bedoelde aanvragen tot administratief beroep.

**Art. 10.** De medische en psychologische informatie die deel uitmaakt van het dossier van elke persoon met een handicap is uitsluitend bestemd voor het gebruik door de artsen en psychologen van het multidisciplinair team en valt onder het beroepsgeheim.

De artsen en psychologen delen aan de leden van het multidisciplinair team die geen artsen of psychologen zijn alleen de gegevens mee die zij essentieel achten voor het nemen van beslissingen door het team.

Het multidisciplinair team deelt aan de Heronderzoekscommissie, wanneer deze geraadpleegd wordt in overeenstemming met artikel 20, uitsluitend de gegevens mee waarvan het oordeelt dat de genoemde Commissie ze absoluut nodig heeft om haar advies te kunnen uitbrengen.

**Art. 11.** Om na te gaan of de erkennings- en ondersteuningsvoorwaarden vervuld zijn, en met de toestemming van de persoon met een handicap, kan de dienst PHARE aan de bevoegde overheidsdiensten alle informatie vragen die nodig is voor het nemen van zijn beslissing.

**Art. 12.** § 1. Het multidisciplinair team beschikt over een periode van twee maanden vanaf de ontvangst van de volledige aanvraag om zich over die aanvraag uit te spreken.

§ 2. Wanneer de aanvraag onvolledig is, dan verzoekt het multidisciplinair team aan de aanvrager om binnen een termijn van drie maanden vanaf de datum waarop het team de aanvraag ontvangt, de ontbrekende informatie en documenten aan het team mee te delen.

Indien na deze periode de door de dienst PHARE gevraagde ontbrekende informatie en documenten hem niet zijn meegegeed, dan wordt de aanvraag als nietig beschouwd.

§ 3. Wanneer in de in artikel 14, § 1 en 2 bedoelde gevallen de verwerking van de aanvraag aanvullende informatie van professionals of gespecialiseerde onderzoeken vereist, dan zijn de in § 2, lid 1 en 2 bedoelde termijnen en formaliteiten van toepassing.

§ 4. In de in § 2 en § 3 bedoelde gevallen beschikt het multidisciplinair team over een termijn van twee maanden, vanaf de datum waarop het team over het volledige dossier beschikt, om zich over de aanvraag uit te spreken.

**Art. 13.** Elke erkennings- of ondersteuningsbeslissing of elke erkennings- of ondersteuningsweigering kan het voorwerp uitmaken van een herbeoordeling of van een heronderzoek.

**Art. 14.** § 1. In het kader van het onderzoek van de erkenningsaanvraag, van de steunaanvraag, van de herbeoordelingsaanvraag of van de heronderzoeksaanvraag kan het multidisciplinair team aan de persoon met een handicap en, indien nodig en met de toestemming van deze laatste, aan de professionals die hem psychisch-medisch-sociaal opvolgen, aanvullende informatie vragen over zijn handicap en over zijn specifieke behoeften.

§ 2. Indien dit nodig blijkt om de aanvraag te onderzoeken, kan het multidisciplinair team de persoon met een handicap uitnodigen om zich te onderwerpen aan een of meer gespecialiseerde onderzoeken bij een vrij door de persoon met een handicap gekozen arts en een psycholoog op voorwaarde dat deze dienstverlener of dienstverleners bedragen hanteren die niet hoger zijn dan de in lid 2 bedoelde bedragen.

In dat geval specificeert het multidisciplinair team de verschillende gevraagde onderzoeken. De dienst PHARE betaalt dit onderzoek of deze onderzoeken binnen twee maanden na de ontvangst van het onderzoeksrapport en van de bijbehorende facturen terug tegen de volgende tarieven :

- 1° anamnese : 62 euro;
- 2° onderzoek van de intellectuele vaardigheden : 94 euro;
- 3° onderzoek van de manuele vaardigheden : 32 euro;
- 4° het meten van de pedagogische vaardigheden : 37 euro;
- 5° persoonlijkheidsfactoren : 50 euro;
- 6° factoren van aanpassingsvermogen : 32 euro;
- 7° beroepsbekwaamheden : 32 euro;
- 8° professionele interesses : 32 euro;
- 9° onderzoek van de persoonlijkheid (projectieve tests) : 156 euro;
- 10° neuropsychologisch onderzoek : 124 euro;
- 11° medisch onderzoek : 69 euro;
- 12° overhandiging van conclusies : 124 euro.

§ 3. Wanneer de in § 1 bedoelde beoordeling prestaties van een gebarentolk of van een transliterator vereist, dan betaalt de dienst PHARE deze prestaties terug binnen twee maanden na de ontvangst van de bijbehorende facturen.

**Art. 15.** De beslissingen van het multidisciplinair team worden binnen drie maanden vanaf de dag waarop het dossier van de aanvraag volledig is, ter kennis gebracht van de aanvrager.

Deze beslissingen worden in alle gevallen ter kennis gebracht van de persoon met een handicap of van zijn wettelijke vertegenwoordiger.

**Art. 16.** Wanneer er een of meer aanvragen bij de erkenningsaanvraag gevoegd worden, dan kunnen deze aanvragen het voorwerp uitmaken van één enkele kennisgeving.

**Art. 17.** § 1. De beslissingen moeten ten minste de volgende vermeldingen en informatie bevatten :

- 1° de datum waarop de aanvraag werd ingediend en de datum waarop het dossier als volledig beschouwd is;
- 2° de datum van inwerkingtreding van de beslissing en, in voorkomend geval, haar vervaldatum;
- 3° de referenties van het dossier en van de dienst die het beheert;
- 4° de mogelijkheid om opheldering te verkrijgen omtrent de beslissing bij de dienst die het dossier beheert of bij een aangewezen voorlichtingsdienst;
- 5° de mogelijkheid om een aanvraag tot heronderzoek van de beslissing in te dienen en de modaliteiten inzake de indiening van deze aanvraag;
- 6° de mogelijkheid om een beroep tegen de beslissing in te stellen en de modaliteiten inzake de indiening van dit beroep;
- 7° de verplichting om de dienst PHARE in te lichten over elke adreswijziging.

§ 2. De erkenningsbeslissing treedt in werking op de indieningsdatum van de aanvraag.

**Art. 18.** De in artikel 13 van het decreet bedoelde herbeoordeling die van toepassing is op de in dit besluit bedoelde ondersteuning vindt plaats :

- 1° ofwel op verzoek van de persoon met een handicap of van de werkgever van een persoon met een handicap die werkgelegenheidssteun geniet, in geval van een significante wijziging in het dagelijks functioneren van de persoon met een handicap. De herbeoordelingsaanvraag wordt gemotiveerd : wanneer de motivatie een medisch karakter heeft, dan wordt een medisch rapport bij de herbeoordelingsaanvraag gevoegd;
- 2° ofwel op verzoek van de dienst PHARE, indien aan deze dienst elementen ter kennis zijn gebracht in verband met psychisch-medisch-sociale veranderingen in de situatie van de persoon met een handicap of indien er sprake is van een significante wijziging in diens vermogen om de toegekende taken uit te voeren.

**Art. 19.** § 1. De aanvraag tot herbeoordeling van een erkenningsbeslissing of van een ondersteuningsbeslissing wordt ingediend door middel van het, gedateerd en ondertekend, formulier 'aanvraag tot erkennings- of ondersteuningsherbeoordeling', dat wordt opgemaakt door de dienst PHARE.

§ 2. De in § 1 bedoelde aanvraag wordt ingediend in overeenstemming met de in artikel 5, § 1, leden 2 en 3 en § 2 bedoelde modaliteiten.

§ 3. De herbeoordeling wordt georganiseerd volgens de in de artikelen 12 en 14 vastgestelde modaliteiten.

§ 4. De herbeoordelingsbeslissing wordt per aangetekende brief ter kennis gebracht van de persoon met een handicap of diens wettelijke vertegenwoordiger en, in voorkomend geval, wanneer het gaat om de herbeoordeling van werkgelegenheidssteun zoals bedoeld in hoofdstuk IV, aan zijn werkgever, binnen een termijn van vier maanden, die ingaat op de dag waarop de dienst PHARE een volledig dossier heeft ontvangen.

**Art. 20.** § 1. De in artikel 108 van het decreet bedoelde aanvraag tot administratief beroep wordt, gedateerd en ondertekend, naar de dienst PHARE gestuurd binnen een maand na de kennisgeving van de genomen erkennings-, ondersteunings- of herbeoordelingsbeslissing.

De in lid 1 bedoelde aanvraag wordt ingediend in overeenstemming met de in artikel 5, § 1, leden 2 en 3 en § 2 bedoelde modaliteiten.

§ 2. De Heronderzoekscommissie is samengesteld uit vijf vaste leden en drie plaatsvervangende leden, van wie het mandaat 5 jaar duurt :

- 1° een gewoon lid, dat het voorzitterschap verzorgt, wordt aangewezen door het Lid van het College;
- 2° vier vaste leden en drie plaatsvervangende leden worden aangewezen door de Adviesraad.

§ 3. Een lid van het multidisciplinair team wordt uitgenodigd om deel te nemen aan de werkzaamheden van de Heronderzoekscommissie om de elementen toe te lichten die de erkennings-, ondersteunings- of herbeoordelingsbeslissing hebben gerechtvaardigd die aanleiding gegeven heeft tot het administratief beroep. Het neemt niet deel aan de beraadslaging van de Heronderzoekscommissie.

§ 4. De Heronderzoekscommissie brengt haar raadgevend advies bij eenvoudige meerderheid uit binnen een termijn van twee maanden vanaf de ontvangst van de aanvraag tot administratief beroep.

§ 5. De Heronderzoekscommissie deelt haar raadgevend advies mee aan het multidisciplinair team dat hetzij beslist om bij zijn beslissing te blijven hetzij op collegiale wijze een nieuwe beslissing neemt binnen een maand na ontvangst van het raadgevend advies van de Heronderzoekscommissie.

§ 6. De in § 5 bedoelde beslissing wordt binnen vijftien dagen na deze beslissing per aangetekende brief kenbaar gemaakt aan de persoon met een handicap of aan diens wettelijke vertegenwoordiger.

§ 7. De in § 6 bedoelde beslissing moet de volgende vermeldingen en informatie bevatten :

- 1° de datum waarop de aanvraag tot administratief beroep werd ingediend;
- 2° de datum waarop de beslissing in werking treedt;
- 3° de mogelijkheid om opheldering te verkrijgen omtrent de beslissing bij de dienst die het dossier beheert of bij een aangewezen voorlichtingsdienst;
- 4° de mogelijkheid om bij de rechtbanken een beroep tegen de beslissing in te stellen en de modaliteiten inzake de indiening van dit beroep.

§ 8. De Heronderzoekscommissie stelt haar werking vast door middel van een huishoudelijk reglement dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan het Lid van het College.

§ 9. De Heronderzoekscommissie is eveneens bevoegd om te beslissen over steunaanvragen in verband met materiële hulpmiddelen in de gevallen en volgens de procedure bedoeld in artikel 3, § 3 en 4.

**Art. 21.** De aanvrager dient onmiddellijk de dienst PHARE in kennis te stellen van elke wijziging in een of meer van de omstandigheden die hem toegelaten hebben de erkenning of een van de toegekende ondersteuningen te verkrijgen.

De aanvrager dient eveneens de dienst PHARE in kennis te stellen van iedere wijziging in zijn bankrekening en dit binnen vijftien dagen na deze wijziging.

**Art. 22.** Onverminderd artikel 45, leden 3 en 5, worden de bewijsstukken, op straffe van verval, aan de dienst PHARE meegedeeld, binnen een termijn van zes maanden na de uitvoering van de prestaties of de uitgaven die gedekt worden door de ondersteuning.

Binnen de grenzen van de beschikbare budgetten worden de verschuldigde bedragen betaald binnen een termijn van drie maanden na de ontvangst van alle bewijsstukken door de dienst PHARE.

De in lid 2 bedoelde bedragen worden betaald aan de persoon met een handicap of aan diens wettelijke vertegenwoordiger.

Elke valse verklaring kan leiden tot de terugvordering van de toegekende ondersteuning, onverminderd eventuele strafrechtelijke vervolgingen.

*Afdeling 4. — Bepalingen in verband met de toekenning van het statuut 'zware zorgbehoevendheid'*

**Art. 23.** Het multidisciplinair team kent het statuut 'zware zorgbehoevendheid' toe aan de in artikel 2, 3° van het decreet gedefinieerde persoon die voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° toegelaten zijn tot de dienst PHARE;
- 2° permanent afhankelijk zijn van de hulp van een derde persoon voor de uitvoering van de voornaamste handelingen van het dagelijks leven en niet in staat zijn om, zonder deze hulp, te voorzien in zijn elementaire behoeften en meer bepaald niet in staat zijn om zich te verzorgen, zich te voeden en zijn veiligheid te garanderen.
- 3° niet op bevredigende wijze kunnen voldoen aan zijn behoeften aan opvang en/of huisvesting, en zich in een van de volgende situaties bevinden :
  1. genoodzaakt zijn thuis te blijven in afwachting van een plaats in een dagactiviteitencentrum zoals bedoeld in artikel 46, 4° van het decreet, in een ondersteuningsdienst voor schoolse of buitenschoolse ondersteuning zoals bedoeld in artikel 19, 5° van het decreet of in een door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend dagcentrum;
  2. genoodzaakt zijn thuis te blijven in afwachting van een plaats in een aangepaste collectieve woonomgeving zoals bedoeld in artikel 62, 2° van het decreet of in een door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend verblijfscentrum;
  3. gedurende een lange periode gehospitaliseerd zijn of gehuisvest zijn in een rusthuis of in een rust- en verzorgingstehuis doordat geen plaats verkregen werd in een dagactiviteitencentrum of een ondersteuningsdienst voor schoolse of buitenschoolse inclusie, of in een door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend dagcentrum;
  4. gedurende een lange periode gehospitaliseerd zijn of gehuisvest zijn hetzij in een rusthuis hetzij in een rust- en verzorgingstehuis doordat geen plaats verkregen werd in een aangepaste collectieve woonomgeving of in een door Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend verblijfscentrum;

5. opgevangen zijn hetzij in een dagactiviteitencentrum hetzij in een ondersteuningsdienst voor schoolse of buitenschoolse inclusie of in een door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend dagcentrum, die/dat voor de persoon met een handicap een van de volgende nadelen meebrengt :
  - a. komt niet overeen met het profiel van zijn handicap of leeftijd;
  - b. vormt voor de persoon met een handicap, rekening houdend met de geografische afstand van dit centrum of deze dienst ten opzichte van zijn oorspronkelijke leefomgeving, een belemmering om relaties te onderhouden met zijn omgeving en zijn vrienden en familie;
  - c. de persoon met een handicap dreigt tijdens de volgende drie maanden uitgesloten te worden;
  - d. kan hem geen voltijdse opvang bieden;
6. gehuisvest zijn hetzij in een aangepaste collectieve woonomgeving, hetzij in een door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend verblijfcentrum, die/dat voor de persoon met een handicap een van de volgende nadelen meebrengt :
  - a. komt niet overeen met het profiel van zijn handicap of leeftijd;
  - b. vormt voor de persoon met een handicap, rekening houdend met de geografische afstand van deze woonomgeving of dit centrum ten opzichte van zijn oorspronkelijke leefomgeving, een belemmering om relaties te onderhouden met zijn omgeving en zijn vrienden en familie;
  - c. de persoon met een handicap dreigt tijdens de volgende drie maanden uitgesloten te worden;
  - d. kan hem geen voltijds verblijf bieden;
7. het einde van de schoolplichtige leeftijd bereikt hebben, 18 jaar of ouder zijn, en wachten op een plaats in een dagactiviteitencentrum of in een door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend dagcentrum;
8. het einde van de schoolplichtige leeftijd bereikt hebben, 18 jaar of ouder zijn, en wachten op een plaats in een aangepaste collectieve woonomgeving of in een door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend verblijfcentrum;

Het statuut 'zware zorgbehoevendheid' wordt toegekend voor een onbepaalde tijd die eindigt wanneer de persoon niet meer voldoet aan de in lid 1, 3° bedoelde voorwaarden.

**Art. 24.** Het multidisciplinair team kan eveneens de persoon met een handicap uitnodigen om zijn aanvraag te vervolledigen, in overeenstemming met de in artikel 14 bedoelde procedure.

### *HOOFDSTUK III. — Tegemoetkomingen betreffende de in artikel 22 van het decreet bedoelde ondersteuning van de inclusie*

#### *Afdeling I. — Tegemoetkomingen in de verplaatsingskosten zoals bedoeld in artikel 22,1° van het decreet*

**Art. 25.** Een financiële tegemoetkoming in de door de persoon met een handicap gemaakte verplaatsingskosten, zoals bedoeld in artikel 22, 1° van het decreet, kan toegekend worden binnen de grenzen van de beschikbare budgetten en onder de in de artikelen 26 tot 30 vastgestelde voorwaarden.

**Art. 26.** § 1. Komen uitsluitend in aanmerking de verplaatsingskosten van een persoon met een handicap op voorwaarde dat de persoon met een handicap, als gevolg van zijn handicap, niet in staat is zelfstandig gebruik te maken van het openbaar vervoer of er toegang toe te hebben.

Deze verplaatsingskosten geven aanleiding tot terugbetaling op voorwaarde dat de kosten waarvoor de tegemoetkoming gevraagd wordt, meeruitgaven zijn ten opzichte van de uitgaven die een valide persoon in dezelfde omstandigheden maakt en noodzakelijk zijn voor de inclusie van de persoon met een handicap.

§ 2. Alleen in België uitgevoerde verplaatsingen worden in aanmerking genomen.

§ 3. Het bedrag van de tegemoetkoming kan in geen geval hoger zijn dan het bedrag van de werkelijk gemaakte kosten.

§ 4. Alleen de verplaatsingskosten die niet door de werkgever of door een andere overheidsinstantie gedragen kunnen worden, worden in aanmerking genomen.

§ 5. De verplaatsingskosten worden alleen in aanmerking genomen wanneer geen gemeenschappelijk vervoer georganiseerd wordt of wanneer de persoon met een handicap aantoont dat hij dergelijk gemeenschappelijk vervoer niet kan gebruiken of dat dergelijk gebruik voor hem een groot gemak vormt.

§ 6. Taxicheques kunnen niet terugbetaald worden.

**Art. 27.** Alleen de verplaatsingskosten ten belope van één heen- en terugreis van de persoon met een handicap, per dag en per traject zoals bedoeld in lid 2, vanaf zijn hoofdverblijfplaats, worden in aanmerking genomen.

Worden in aanmerking genomen de trajecten naar de volgende plaatsen en in de volgende situaties :

- 1° het traject om zich naar het aanvullend onderzoek te begeven bedoeld in artikel 14, § 2;
- 2° het traject om zich naar de dienst PHARE te begeven, op verzoek van deze laatste, in het kader van het onderzoek van een erkennings-, ondersteunings-, herbeoordelings- of heronderzoeks aanvraag;
- 3° het traject om zich naar de technische ondersteuningsdienst te begeven;
- 4° het traject om zich naar de gebruikelijke werkplaats te begeven;
- 5° het traject om zich naar de uitvoeringsplaats van de ontdekkingsstage bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk IV, naar de plaats van omscholing bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk IV of naar de plaats van de beroepsstage te begeven;
- 6° het traject om zich naar de plaats van de beroepsopleiding of van de dienst voor voorbereiding op de beroepsopleiding zoals bedoeld in artikel 46, 5° van het decreet te begeven;

- 7° het traject om zich naar een schoolinstelling te begeven, voor zover de persoon met een handicap niet is ingeschreven in een proces van totale permanente integratie of in het buitengewoon onderwijs.
- In afwijking van lid 1 kunnen twee ritten heen- en terugreizen per schooldag in aanmerking genomen worden om medische redenen. Als de minderjarige persoon met een handicap gewoonlijk op twee verschillende adressen in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest verblijft, in het kader van een door een vonnis vastgestelde gelijkmatig verdeelde huisvesting, dan kunnen de verplaatsingskosten in aanmerking genomen worden vanaf deze twee gebruikelijke verblijfplaatsen.
- 8° het traject om zich naar de plaats van het vrijwilligerswerk te begeven dat is vastgesteld in een vrijwilligersovereenkomst, met inbegrip van de plaats van het vrijwilligerswerk dat georganiseerd wordt door de dienst voor participatie via collectieve activiteiten bedoeld in artikel 56 van het decreet;
- 9° het traject van de persoon met een handicap wiens statuut 'zware zorgbehoefendheid' op grond van artikel 23 erkend werd, om zich naar een vrijetijdsbesteding binnen het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest te begeven, ten belope van maximaal dertig trajecten per kalenderjaar.

**Art. 28.** Voor de in artikel 27, lid 2, bedoelde trajecten komen de volgende kosten in aanmerking :

- 1° de kosten voor de verplaatsing met het openbaar vervoer van de begeleider van de persoon met een handicap, voor het samen met de persoon met een handicap uitgevoerde traject en voor de heen- en terugreis tussen de woonplaats van de begeleider en de plaats waar hij zich bij de persoon met een handicap voegt of deze persoon verlaat :

1. indien de persoon kan aantonen dat hij niet in staat is om zelfstandig het openbaar vervoer te gebruiken of er toegang toe te hebben;
2. op voorwaarde dat de persoon met een handicap aantoont dat hij niet in de voorwaarden verkeert om in aanmerking te komen voor de kaart "Gratis begeleider" van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

Voor de kosten in verband met specifieke verplaatsingen zoals bedoeld in artikel 27, lid 2, 1° tot 3° en 9° is de tegemoetkoming gelijk aan de prijs van de heen- en terugreis wanneer de begeleider aanvullende kosten maakt als gevolg van de begeleiding van de persoon met een handicap.

Wanneer de persoon met een handicap genoodzaakt is frequente verplaatsingen met het openbaar vervoer te maken in de in artikel 27, lid 2, 4° tot 8° bedoelde gevallen, dan is de tegemoetkoming voor zijn begeleider begrensd :

1. voor vervoer met de bus, tram, metro in en buiten Brussel : tot de prijs van een jaarabonnement van de MIVB.
  2. alsook tot de prijs van een abonnement van de NMBS in tweede klasse afhankelijk van het kilometertarief dat wordt toegepast op de frequente verplaatsing begrensd tot een enkele reis van 70 km, zonder dat de tegemoetkoming echter hoger kan zijn dan de prijs van het voordeligste vervoerbewijs of dan de voor een jaarabonnement vastgestelde prijs.
- 2° de kosten in verband met de met het voertuig van de persoon met een handicap uitgevoerde verplaatsingen, op voorwaarde dat de persoon met een handicap aantoont dat hij niet in staat is de verplaatsing met het openbaar vervoer uit te voeren of dat dit voor hem een groot ongemak vormt.
- De tegemoetkoming wordt berekend op basis van de wettelijke afstand volgens de tarieven vermeld in de tabel die is opgenomen in de bijlage van het Koninklijk Besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten;
- 3° de kosten in verband met de met het voertuig van de begeleider uitgevoerde verplaatsingen, op voorwaarde dat de persoon met een handicap aantoont dat hij niet in staat is de verplaatsing met het openbaar vervoer uit te voeren of dat dit voor hem een groot ongemak vormt.
- De tegemoetkoming wordt berekend op basis van de wettelijke afstand volgens de tarieven vermeld in de tabel die is opgenomen in de bijlage van het Koninklijk Besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten;
- 4° de kosten met betrekking tot de verplaatsingen in het kader van een dienst voor het vervoer van personen met een beperkte mobiliteit, met name minibus van de MIVB en operatoren voor sociaal vervoer, in voorkomend geval met behulp van een aangepast voertuig en/of met een dienst om in en uit het voertuig te stappen, op voorwaarde dat de persoon met een handicap kan aantonen dat de verplaatsing met een privévoertuig of met het openbaar vervoer niet mogelijk is of grote ongemakken meebrengt op heel of een deel van het traject.
- De tegemoetkoming is gelijk aan de aan de persoon gevraagde prijs, begrensd tot 1,5 euro per kilometer;
- 5° de kosten voor een verplaatsing met een taxi, op voorwaarde dat de persoon met een handicap niet in de voorwaarden verkeert om in aanmerking te komen voor taxicheques of dat hij de cheques waarover hij beschikt reeds heeft opgebruikt.
- De tegemoetkoming is gelijk aan de prijs die bepaald werd door de geldende reglementering in de zone waar de rit begint.

**Art. 29.** In geval van regelmatige verplaatsingen buiten het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest in het kader van artikel 27, lid 2, 4° tot 9° is de tegemoetkoming begrensd tot het equivalent daarvan voor een enkele reis van 70 km.

**Art. 30.** § 1. De aanvraag voor een tegemoetkoming in de verplaatsingskosten wordt, gedateerd en ondertekend, ingediend met behulp van het door de dienst PHARE opgemaakte aanvraagformulier met betrekking tot verplaatsingskosten.

De in lid 1 bedoelde aanvraag wordt ingediend in overeenstemming met de in artikel 5, § 1, leden 2 en 3 en § 2 bedoelde modaliteiten.

§ 2. Het multidisciplinair team beslist over de aanvraag en over het bedrag dat wordt toegekend rekening houdend met de verplaatsingsmogelijkheden van de persoon met een handicap afhankelijk van zijn handicap, van zijn algemene situatie en van zijn mogelijkheid om, volgens het type beoogde traject, het minst dure vervoermiddel te gebruiken. De tegemoetkoming kan betrekking hebben op een traject waarvoor verschillende vervoerswijzen gecombineerd worden.

§ 3. De tegemoetkoming wordt betaald volgens de voorwaarden en volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 22, lid 2 na overlegging van de bewijsstukken van de uitgave.

De in artikel 27, lid 2, 3<sup>o</sup> bedoelde trajecten worden aangetoond door middel van een aanwezigheidsattest waarvan het model, opgemaakt door de dienst PHARE, door de technische ondersteuningsdienst wordt afgegeven.

De in artikel 27, lid 2, 4<sup>o</sup> tot 8<sup>o</sup> bedoelde trajecten worden aangetoond door middel van een maandelijks aanwezigheidsattest waarvan het model wordt opgemaakt door de dienst PHARE.

*Afdeling 2. — Bepalingen betreffende de materiële hulpmiddelen  
bedoeld in artikel 22, 2<sup>o</sup> van het decreet*

**Art. 31.** Er wordt een tegemoetkoming, in de vorm van een gedeeltelijke of totale terugbetaling van de door de persoon met een handicap gemaakte kosten voor de materiële hulpmiddelen bedoeld in artikel 22, 2<sup>o</sup> van het decreet toegekend, binnen de grenzen van de beschikbare budgetten en onder de voorwaarden vastgesteld in dit hoofdstuk en in de in artikel 3, § 1 bedoelde lijst.

De lijst bedoeld in artikel 3 § 1 definieert de hulpmiddelen die recht geven op terugbetaling, de te vervullen voorwaarden, de maximumgrenzen van de tegemoetkoming en de eventuele termijnen waarna een nieuwe tegemoetkoming toegekend kan worden.

De maximumgrenzen met betrekking tot de hulpmiddelen die zijn opgenomen in de in artikel 3, § 1 bedoelde lijst houden, in de mate van het mogelijke, rekening houdend met een vergelijkende studie van de prijs van deze hulpmiddelen op de markt alsook met de bedragen, de kenmerken en de hoedanigheden van de vorig jaar toegekende hulpmiddelen die door de dienst PHARE werden opgetekend in een register.

De dienst PHARE voert zelf de in lid 3 bedoelde vergelijkende studie uit of delegeert de in artikel 25, 1<sup>o</sup> bedoelde technische ondersteuningsdienst daartoe.

**Art. 32.** Wanneer dit mogelijk is en voor zover dit gelijkaardige voordelen biedt, wordt de voorkeur gegeven aan een tegemoetkoming voor vervoerbaar licht materiaal.

**Art. 33.** De dienst PHARE komt tegemoet voor tweedehandsmateriaal, voor zover dit gecertificeerd is door een technische ondersteuningsdienst bedoeld in artikel 25, 1<sup>o</sup> van het decreet.

De dienst PHARE komt tegemoet voor in het buitenland gekocht materiaal op voorwaarde dat de persoon met een handicap aantoont dat de prijs ervan, inclusief de leveringskosten, niet hoger is dan de prijs die in België gehanteerd wordt voor vergelijkbaar materiaal.

**Art. 34.** Wanneer ze bestemd zijn voor een minderjarige persoon met een handicap die gewoonlijk op twee verschillende adressen verblijft in het kader van een gelijkmatig verdeelde huisvesting vastgesteld in een door de bevoegde rechtbanken uitgesproken vonnis, kunnen de hulpmiddelen bij de communicatie, het materiaal ter voorkoming van doorligwonden, de bijkomende uitrusting en de uitrustingsgoederen zoals vastgesteld in de in artikel 3, § 1 bedoelde lijst toegekend worden in twee exemplaren mits aan de volgende voorwaarden voldaan wordt :

- 1<sup>o</sup> de twee adressen zijn gelegen in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;
- 2<sup>o</sup> met de toekenning van licht vervoerbaar materiaal kan niet aan zijn behoeften beantwoord worden.

**Art. 35.** Het totale bedrag van de in artikel 34 bedoelde bijkomende tegemoetkoming, wanneer ze toegekend wordt voor ondersteuning, is beperkt tot 10.000 euro per periode van vijf jaar.

**Art. 36.** In geen geval kan de tegemoetkoming betrekking hebben op de terugbetaling van door de persoon met een handicap gemaakte kosten :

- 1<sup>o</sup> voor de apparatuur in het kader van een medische of paramedische behandeling;
- 2<sup>o</sup> voor het behoud van de lichamelijke conditie;
- 3<sup>o</sup> voor materiaal dat uitsluitend bestemd is om gebruikt te worden in dagactiviteitencentra of in een ondersteuningsdienst voor schoolse of buitenschoolse inclusie. Het multidisciplinair team kan echter een afwijking toekennen indien dit materiaal betrekking heeft op een andere beperking dan deze bedoeld door het centrum of de dienst;
- 4<sup>o</sup> voor de schooluitrusting, wanneer deze uitsluitend bestemd is om op school gebruikt te worden, behalve indien dit materiaal de inclusie van de leerling mogelijk maakt in het gewoon onderwijs of indien dit materiaal betrekking heeft op een andere beperking dan deze bedoeld door het soort bijzonder onderwijs. In deze twee gevallen geeft de dienst PHARE de voorkeur aan licht vervoerbaar materiaal dat eveneens gebruikt kan worden op de hoofdverblijfplaats van de persoon met een handicap, voor zover dit materiaal soortgelijke voordelen biedt;
- 5<sup>o</sup> voor constructies en aanpassingen van andere gebouwen dan de privéwoning waar de persoon met een handicap verblijft;
- 6<sup>o</sup> voor aan de personen met een handicap uitgeleend, verhuurd of in leasing gegeven materiaal.

In het kader van de huisvesting van de persoon met een handicap in een aangepaste collectieve woonomgeving of in een andere verblijfsinstelling wordt slechts een tegemoetkoming voor een in dit hoofdstuk bedoeld hulpmiddel toegekend indien de uitgave niet door een andere overheidsinstantie gedragen kan worden, en binnen de grenzen vastgesteld in de in artikel 3, § 1 bedoelde lijst.

**Art. 37.** § 1 Alleen de kosten in verband met de materiële hulpmiddelen die niet reeds, volledig of gedeeltelijk, door een andere overheidsinstantie gedragen worden, worden in aanmerking genomen.

In afwijking van § 1, lid 1, kunnen de aanpassingen van roerende en onroerende goederen zoals opgenomen in de in artikel 3, § 1 bedoelde lijst het voorwerp uitmaken van een cofinanciering.

§ 2. De tegemoetkomingen in de materiële hulpmiddelen worden slechts toegekend in de mate dat deze tegemoetkomingen, krachtens een Belgische of buitenlandse wetgeving, geen aanleiding gegeven hebben tot een vergoeding.

Wanneer de door de dienst PHARE toegekende tegemoetkoming later het voorwerp zou uitmaken van een vergoeding op grond van de in § 2 bedoelde bepalingen, dan dient de persoon met een handicap hiervan de dienst PHARE in kennis te stellen en de dienst PHARE conventioneel te subrogeren.

De aan de dienst PHARE toegekende subrogatie is echter beperkt tot de sommen die uitstijgen boven 100% van de daadwerkelijk gemaakte kosten.



*Afdeling 3. — Procedure*

**Art. 38.** § 1. De ondersteuningsaanvraag wordt naar de dienst PHARE gestuurd in overeenstemming met de in artikel 7 vastgestelde procedure.

Afhankelijk van de gevraagde ondersteuning kunnen andere documenten of gegevens aan de persoon met een handicap gevraagd worden. Ze zijn vastgesteld in de lijst bedoeld in artikel 3, § 1.

§ 2. Het multidisciplinair team kan bovendien aan de persoon met een handicap vragen om, naargelang van het soort gevraagde ondersteuning, een of meer prijsopgaven of prijsoffertes van leveranciers over te leggen alsook een toelichting van de leveranciers over de doeltreffendheid en de bijzondere kenmerken van de ondersteuning in kwestie.

Er worden meerdere prijsopgaven gevraagd voor de aanpassing van roerende en onroerende goederen.

§ 3. Het multidisciplinair team kan de aanvrager uitnodigen om de hulp en het advies van het technisch ondersteuningsteam te vragen om het type materiële hulpmiddel te bepalen dat het best aan zijn behoeften kan beantwoorden.

**Art. 39.** Voordat een beslissing genomen wordt om een materieel hulpmiddel toe te kennen, kan het multidisciplinair team, wanneer het dit nodig acht en naargelang van het materieel hulpmiddel waarover een beslissing genomen moet worden, vragen dat dit hulpmiddel door de persoon met een handicap uitgetest wordt.

**Art. 40.** § 1. Het multidisciplinair team neemt een beslissing rekening houdend met de mate waarin de aanvraag beantwoordt aan de behoeften van de persoon met een handicap.

Het beslist over het bedrag dat zal worden toegekend op basis van de maximumgrenzen vermeld in de in artikel 3, § 1 bedoelde lijst en, in voorkomend geval, op basis van de van de leverancier ontvangen toelichtingen of op basis van een vergelijking tussen de verschillende prijsopgaven en prijsoffertes.

§ 2. De ondersteuning kan in geen geval hoger zijn dan de maximumgrenzen vastgesteld in de in artikel 3, § 1 bedoelde lijst.

**Art. 41.** Voor de terugbetaling van materiële hulpmiddelen met terugkerend karakter dienen de maximumgrenzen in aanmerking genomen te worden die van kracht zijn op de datum waarop de uitgave gedaan wordt.

Deze maximumgrenzen, alsook de bepaling van de hulpmiddelen met terugkerend karakter, zijn vastgesteld in de in artikel 3, § 1 bedoelde lijst.

*Afdeling 4. — Vernieuwing van het hulpmiddel*

**Art. 42.** § 1. Er kan een tegemoetkoming worden toegekend voor de vernieuwing van het materiële hulpmiddel, wanneer de vernieuwing vastgesteld in de in artikel 3, § 1 bedoelde lijst verstreken is, en op voorwaarde dat gerechtvaardigd wordt dat het te vernieuwen hulpmiddel niet meer aan de huidige behoeften van de persoon met een handicap kan beantwoorden.

Deze rechtvaardiging kan met name plaatsvinden met behulp van een geneeskundig getuigschrift, van een prijsopgave van de leverancier of van een schriftelijke toelichting over het gebruik dat van het te vernieuwen hulpmiddel gemaakt werd.

§ 2. Het multidisciplinair team kan afwijken van de vernieuwingstermijnen die zijn vastgesteld in de in artikel 3, § 1 bedoelde lijst :

- 1° wanneer de persoon met een handicap kan aantonen dat het hulpmiddel, gezien de evolutie van zijn beperking, niet meer aan zijn behoeften beantwoordt;
- 2° wanneer het hulpmiddel niet meer werkt en niet hersteld kan worden of wanneer de prijs van de herstelling niet in verhouding staat tot die van nieuw gelijkwaardig materiaal. In dit geval kan de persoon met een handicap een nieuwe ondersteuningsaanvraag indienen, bevestigd door een attest van de leverancier, van de technische ondersteuningdienst of van een erkend orgaan.

*Afdeling 5. — Bewijsstukken en specifieke termijnen*

**Art. 43.** § 1. De aanpassingswerkzaamheden van de roerende en onroerende goederen waarvoor een tegemoetkoming werd toegekend kunnen niet beginnen vóór de kennisgeving van de ondersteuningsbeslissing door de dienst PHARE.

Facturen waarvan de datum vóór de kennisgevingsdatum van die beslissing valt, zullen niet in aanmerking genomen worden.

§ 2. De aanpassingswerkzaamheden van de roerende en onroerende goederen moeten ten laatste worden aangevangen binnen een termijn van een jaar te rekenen vanaf de kennisgevingsdatum van de beslissing en worden afgerond binnen een termijn van twee jaar te rekenen vanaf die zelfde datum.

## HOOFDSTUK IV

*Tegemoetkomingen betreffende werkgelegenheidssteun**Afdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen*

**Art. 44.** § 1. De bepalingen van dit hoofdstuk hebben betrekking op personen met een handicap die niet meer leerplichtig zijn.

In afwijking van § 1 kunnen personen met een handicap die nog leerplichtig zijn in het kader van alternerend leren een omscholingsovereenkomst afsluiten.

§ 2. De in de afdelingen 1 tot 8 van dit hoofdstuk bedoelde tegemoetkomingen kunnen geen betrekking hebben op uitgaven die gedaan werden vóór de datum van indiening van de aanvraag.

**Art. 45.** De verschuldigde bedragen worden betaald aan de werkgever.

In afwijking van artikel 22, lid 2, wordt de tegemoetkoming betaald aan de onderneming met aangepast werk op het ogenblik dat haar de in artikel 86 van het decreet bedoelde subsidie wordt betaald.

*Afdeling 2. — De ontdekkingsstage*

**Art. 46.** De in artikel 48, 1° van het decreet bedoelde stage heeft als doel :

- 1° de persoon met een handicap de kans geven om reële beroeps- en dagelijkse situaties te ontdekken van het beroep dat of de functie die hij wenst uit te oefenen;
- 2° na te gaan of dit beroep of deze functie inderdaad beantwoorden aan zijn wens en aan zijn competenties.

De persoon met een handicap kan een of meer ontdekkingsstages volgen. Elke stage wordt bij een andere werkgever-stagemeester gevolgd, behalve indien de eerste werkgever-stagemeester een ervaring kan aanbieden die van stage tot stage heel verschillend is.

De maximumduur van de stage wordt vastgesteld op twintig werkdagen.

De stage wordt niet vergoed.

**Art. 47.** De aanvraag voor een ontdekkingsstage wordt naar de dienst PHARE gestuurd in overeenstemming met de in artikel 7 bedoelde modaliteiten.

Het multidisciplinair team beslist over de stage op basis van de mate waarin het stageproject coherent is met de capaciteiten en de behoeften van de persoon met een handicap.

**Art. 48.** De stage maakt het voorwerp uit van een schriftelijke overeenkomst tussen de stagiair of zijn wettelijke vertegenwoordiger, de dienst PHARE en de werkgever-stagemeester.

De stageovereenkomst moet in overeenstemming zijn met de door de dienst PHARE opgestelde standaardovereenkomst en moet ondertekend worden vóór de eerste dag van de uitvoering van de stage.

De overeenkomst moet de volgende elementen bevatten :

- 1° de identiteit en de woonplaats van elke partij en het adres van de dienst PHARE;
- 2° de begin- en einddatums van de stage;
- 3° de verplichtingen van elke partij;
- 4° de beschrijving van de functie en van de uit te voeren taken;
- 5° de modaliteiten betreffende de schorsing en de opzegging van de overeenkomst.

Elke partij kan de overeenkomst beëindigen vóór het verstrijken van de vastgestelde termijn, met een schriftelijke kennisgeving aan de andere partijen.

**Art. 49.** De werkgever-stagemeester verbindt zich ertoe :

- 1° de stagiair de uitoefening van een beroep of een functie te laten ontdekken;
- 2° aan de stagiair de nodige uitrusting, werkkleedij, veiligheidsmiddelen ter beschikking stellen, alsook het nodige materiaal;
- 3° een personeelslid aanwijzen dat :
  1. de stagiair opvolgt en beoordeelt in hoeverre hij in staat is zich aan te passen aan het werk;
  2. de stagiair en de dienst PHARE zijn opmerkingen bezorgt;
- 4° de dienst PHARE de toestemming te geven de stagiair te ontmoeten op de uitvoeringsplaats van de stage;
- 5° de dienst PHARE onmiddellijk in kennis te stellen van iedere betwisting die ontstaat naar aanleiding van of in de loop van de uitvoering van de stageovereenkomst, alsook van ieder element dat de stage kan beëindigen;
- 6° de dienst PHARE, binnen vierentwintig uur, in kennis te stellen van ieder ongeval waarvan de stagiair het slachtoffer is tijdens de stage gedurende de stage-uren en gedurende de trajecten die worden afgelegd om zich naar de stageplaats te begeven, alsook van elke schade die wordt veroorzaakt aan gereedschappen en machines en van elk ongeval of iedere materiële of letselschade die tijdens de schade veroorzaakt wordt aan derden.

**Art. 50.** De stagiair verbindt zich ertoe :

- 1° zich te richten naar het arbeidsreglement dat van kracht is op de plaats waar hij stage loopt;
- 2° te handelen in overeenstemming met de instructies die hem gegeven worden door het in artikel 49, 3° bedoelde personeelslid;
- 3° af te zien van alles dat zijn eigen veiligheid of deze van derden kan schaden;
- 4° de uitrusting, het materiaal, de werktuigen en de niet gebruikte grondstoffen die hem werden toevertrouwd, tijdens de stage te bewaren en in goede staat terug te geven;
- 5° de vertrouwelijke aard van de gegevens waarvan hij tijdens zijn stage kennis neemt, in acht te nemen;
- 6° de dienst PHARE en de werkgever-stagemeester onmiddellijk in kennis stellen van iedere afwezigheid om welke reden ook (ongeval, ziekte, ...);
- 7° de dienst PHARE onmiddellijk in kennis te stellen van iedere betwisting die ontstaat naar aanleiding van of in de loop van de uitvoering van de stageovereenkomst, alsook van ieder element dat de stage kan beëindigen.

De stagiair blijft beschikbaar op de arbeidsmarkt en kan tijdens de aanwezigheidsuren in de onderneming afwezig blijven om zich aan te melden naar aanleiding van een oproeping van een mogelijke werkgever en om te reageren op een oproeping van de RVA en van de diensten voor arbeidsbemiddeling.

**Art. 51.** De Franse Gemeenschapscommissie verzekert de stagiair :

- 1° tegen ongevallen die zich kunnen voordoen tijdens de stage of op de weg van of naar de stage, op een manier die gelijkwaardig is aan die van het personeel dat onderworpen is aan de arbeidsongevallenwetgeving;
- 2° voor wettelijke aansprakelijkheid, zowel voor schade aan werktuigen en machines als voor ongevallen of materiële of lichamelijke schade waardoor derden tijdens de stage worden getroffen.

*Afdeling 3. — De omscholingsovereenkomst*

**Art. 52.** § 1. De in artikel 48, 2° van het decreet bedoelde aanpassingsovereenkomst heeft tot doel de persoon met een handicap de kans te bieden zich te vormen en de competenties te verwerven die het dichtst aanleunen bij degene die voor het gezochte beroepsprofiel geëist worden.

§ 2. De aanvraag tot omscholingsovereenkomst wordt gezamenlijk door de persoon met een handicap en door de opleidingsonderneming naar de dienst PHARE gestuurd in overeenstemming met de modaliteiten bedoeld in artikel 5, § 1, leden 2 en 3 en § 2.

De aanvraag omvat een beschrijving van de functie en van de door de stagiair uit te voeren taken. Zij wordt ondertekend door de opleidingsonderneming en door de stagiair.

§ 3. Het multidisciplinair team beslist over de aanvraag op basis van de mate waarin de functie en de uit te voeren taken coherent zijn met de capaciteiten en de behoeften van de stagiair.

§ 4. De duur van de omscholingsovereenkomst wordt bepaald op maximaal één jaar. Voor zover het omscholingsprogramma of de handicap van de stagiair dit rechtvaardigt, kan de overeenkomst verlengd worden met periodes van maximaal één jaar, zonder een totale duur van drie jaar te overschrijven.

In dat geval wordt de aanvraag ingediend in overeenstemming met § 2.

§ 5. In afwijking van § 4 kan de binnen een onderneming met aangepast werk afgesloten omscholingsovereenkomst verlengd worden met periodes van maximaal één jaar, zonder echter een totale duur van vijf jaar te overschrijden.

§ 6. De overeenkomsten voor een periode lager dan of gelijk aan zes maanden omvatten een proefperiode van zeven dagen.

De proefperiode voor overeenkomsten van meer dan zes maanden kan niet langer zijn dan één maand en niet korter zijn dan zeven dagen.

De proefperiode kan niet verlengd worden wegens schorsing van de uitvoering van de overeenkomst.

Tijdens de proefperiode kunnen de opleidingsonderneming en de stagiair de overeenkomst eenzijdig beëindigen, zonder inachtneming van een voorafgaande kennisgeving of betaling van een vergoeding.

**Art. 53.** De omscholingsovereenkomst is van toepassing op publiekrechtelijke ondernemingen, waaronder ondernemingen met aangepast werk, en op publiekrechtelijke ondernemingen.

**Art. 54.** De omscholingsovereenkomst wordt uiterlijk op de eerste dag van de overeenkomst schriftelijk vastgesteld tussen de dienst PHARE, de opleidingsonderneming en de stagiair.

Het model van de overeenkomst wordt opgemaakt door de dienst PHARE en vermeldt ten minste de identiteit en de woonplaats van de partijen, de begin- en einddatum van de overeenkomst, het voorwerp van de overeenkomst, de beschrijving van de uitgeoefende functie, het omscholingsprogramma en de naam van de dienst en van de contactpersoon binnen de dienst PHARE.

De overeenkomst wordt opgemaakt in drie originele exemplaren, waarvan elke partij één exemplaar ontvangt.

**Art. 55.** De opleidingsonderneming verbindt zich ertoe :

- 1° het omscholingsprogramma uit te voeren en de stagiair te begeleiden bij de verwerving en de ontwikkeling van de beroepscompetenties die vereist zijn voor de uitgeoefende functie;
- 2° een van haar personeelsleden aan te wijzen die zal instaan voor de opvolging van de omscholing van de stagiair;
- 3° te waken over de gezondheid en de veiligheid van de werknemer en bijzondere aandacht te besteden aan de moeilijkheden die hij, omwille van zijn handicap, zou kunnen ondervinden;
- 4° de stagiair te verzekeren tegen ongevallen die zich kunnen voordoen tijdens de stage of op de weg van of naar de stage, op een manier die gelijkwaardig is aan die van het personeel dat onderworpen is aan de arbeidsongevallenwetgeving;
- 5° de vergoeding te betalen vastgesteld in de artikelen 61 en 63;
- 6° de wettelijke, reglementaire of conventionele tegemoetkomingen in de onkosten te betalen die de stagiair maakt om zich naar zijn stageplaats te begeven;
- 7° de dienst PHARE onmiddellijk in kennis te stellen van iedere betwisting die ontstaat naar aanleiding van of in de loop van de uitvoering van de overeenkomst, alsook van ieder element dat deze kan beëindigen.
- 8° aan de dienst PHARE alle bewijsstukken te verstrekken die deze vraagt;
- 9° de vertegenwoordiger van de dienst PHARE toe te laten de nodige bezoeken te verrichten bij de opleidingsonderneming of op de werkplaats.

**Art. 56.** De stagiair verbindt zich ertoe :

- 1° zich te houden aan het van kracht zijnde arbeidsreglement en de vertrouwelijkheid in acht te nemen van de informatie waartoe hij tijdens de uitvoering van de omscholingsovereenkomst toegang zou hebben;
- 2° te handelen overeenkomstig de richtlijnen die hem werden gegeven met het oog op de uitvoering van de overeenkomst;
- 3° de veiligheids- en hygiënevoorschriften na te leven;
- 4° het hem door de opleidingsonderneming toevertrouwde materiaal in goede staat terug te geven;
- 5° de dienst PHARE onmiddellijk in kennis te stellen van iedere betwisting die ontstaat naar aanleiding van of in de loop van de uitvoering van de overeenkomst, alsook van ieder element dat deze overeenkomst kan beëindigen.

**Art. 57.** De dienst PHARE :

- 1° volgt de uitvoering van de overeenkomst;
- 2° ziet toe op de goede uitvoering van het omscholingsprogramma;
- 3° kan, op verzoek van een van de partijen, een verzoenende rol spelen indien er moeilijkheden zijn tussen de opleidingsonderneming en de stagiair.

**Art. 58.** § 1. De omscholingsovereenkomst wordt opgeschort als een van beide partijen tijdelijk niet in staat is ze uit te voeren, met name in geval van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval, of in geval van moederschapsverlof.

De stagiair moet de opleidingsonderneming onmiddellijk in kennis stellen van de ziekte of het ongeval zoals bedoeld in § 1 en zijn ongeschiktheid om de overeenkomst uit te voeren aantonen door de overlegging van een geneeskundig getuigschrift.

§ 2. Bij een schorsing van de uitvoering van de overeenkomst in het kader van § 1 wordt de duur van de overeenkomst verlengd met een periode die gelijk is aan die van de schorsing.

§ 3. Iedere schorsing en hervatting van de uitvoering van de in § 1 bedoelde overeenkomst moet door de meest gerede partij onmiddellijk ter kennis gebracht worden van de dienst PHARE.

**Art. 59.** § 1. Onverminderd de algemene wijzen voor de uitdoving van de verplichtingen en op voorwaarde dat de dienst PHARE op voorhand op de hoogte wordt gebracht, wordt aan de overeenkomst een einde gesteld vóór het verstrijken van de voorziene termijn :

- 1° door de wil van de partijen;
- 2° bij eenzijdige beslissing van de stagiair of van de opleidingsonderneming, met een voorafgaande kennisgeving van zeven dagen;
- 3° in geval van schorsing van de uitvoering van de overeenkomst, wegens de arbeidsongeschiktheid van de stagiair, wegens ziekte of ongeval, die langer dan drie maanden aanhoudt, met uitzondering van het moederschapsverlof;
- 4° wegens gewichtige reden. Een zware fout is een fout die de voortzetting van de uitvoering van de omscholingsovereenkomst definitief en onmiddellijk onmogelijk maakt;
- 5° bij overname van de onderneming of de stopzetting van haar activiteit.

§ 2. De overeenkomst eindigt eveneens vóór het verstrijken van de vastgestelde termijn op beslissing van de dienst PHARE, wanneer deze vaststelt :

- 1° dat de stagiair niet getuigt van de nodige bekwaamheden om de normale gang van de omscholing tot een goed einde te brengen;
- 2° of dat een van de partijen haar contractuele verplichtingen niet naleeft.

In dat geval maakt de dienst PHARE zijn beslissing per aangetekende brief aan de partijen bekend.

Wanneer de dienst PHARE vaststelt dat de stagiair niet getuigt van de nodige bekwaamheden om de normale gang van de omscholing tot een goed einde te brengen of zijn contractuele verplichtingen niet naleeft, dan eindigt de overeenkomst met onmiddellijke ingang, zonder voorafgaande kennisgeving of vergoeding.

Wanneer de dienst PHARE vaststelt dat de opleidingsonderneming haar contractuele verplichtingen niet naleeft, dan kan hij beslissen om de omscholingsovereenkomst vóór de overeengekomen termijn te beëindigen. In dat geval dient de opleidingsonderneming aan de stagiair een verbrekingsvergoeding te betalen gelijk aan zeven dagen tewerkstelling.

**Art. 60.** De aan de stagiair door de opleidingsonderneming betaalde vergoeding bestaat uit twee delen :

- 1° het deel "aanvullende tegemoetkoming";
- 2° het deel "uurvergoeding".

**Art. 61.** § 1. De aanvullende tegemoetkoming wordt maandelijks door de opleidingsonderneming aan de stagiair betaald.

Het brutobedrag van de aanvullende tegemoetkoming wordt vastgesteld op 75 % van het minimumaandinkomen, zoals gewaarborgd door de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

De omzetting ervan in een bruto-uurloon wordt verkregen door het bedrag met drie te vermenigvuldigen, het te delen door dertien en het vervolgens te delen door het aantal wekelijkse arbeidsuren dat overeenstemt met een voltijdse betrekking binnen de onderneming.

§ 2. Het in § 1 bedoelde bedrag wordt, in voorkomend geval, verminderd met :

- 1° de wettelijke of reglementaire ouderdomspensioenen en de hieraan verbonden voordelen;
- 2° de uitkeringen, toelagen en lijfrentes die toegekend worden aan slachtoffers van arbeidsongevallen of beroepsziekten, krachtens de wetgeving inzake de schadeloosstelling voor arbeidsongevallen of krachtens de wetgeving inzake de schadeloosstelling voor beroepsziekten en de preventie ervan;
- 3° de uitkeringen toegekend aan de gehandicapte, die het slachtoffer is van een ongeval, krachtens artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, of krachtens iedere andere overeenkomstige buitenlandse wetgeving;
- 4° de krachtens de wetgeving betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering toegekende uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid of invaliditeit;
- 5° de werkloosheidsuitkeringen die worden toegekend krachtens de reglementering op de tewerkstelling en de werkloosheid;
- 6° de vervangingsinkomens die zijn toegekend krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de toelagen aan gehandicapten of de gewone of bijzondere toelagen die toegekend zijn krachtens de wet van 27 juni 1969 inzake de toekenning van toelagen aan gehandicapten.

§ 3. Indien de bijdragen bedoeld in § 2 uitbetaald worden in de vorm van kapitaal of van terugkoopwaarde worden de bepalingen van artikel 8bis van het Koninklijk Besluit van 6 juli 1987 betreffende de inkomensvervangende tegemoetkoming en de integratietegemoetkoming toegepast.

**Art. 62.** De aanvullende tegemoetkoming wordt door de dienst PHARE terugbetaald aan de opleidingsonderneming na overlegging, door deze laatste, van een prestatiestaat voorgesteld in overeenstemming met het door de dienst PHARE opgemaakte model.

De in lid 1 bedoelde prestatiestaat is vergezeld van een kopie van de loonfiches en van de aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid meegedeelde driemaandelijks aangifte.

De in lid 1 bedoelde terugbetaling wordt uitgevoerd onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten vastgesteld in artikel 22, lid 2 en artikel 45.

**Art. 63.** § 1. De uurvergoeding wordt door de opleidingsonderneming aan de stagiair betaald aan het einde van de maand waarop de prestaties betrekking hebben.

Het minimumbedrag van de uurvergoeding is vastgesteld op 1 euro en is slechts verschuldigd voor daadwerkelijk gepresteerde of daarmee gelijkgestelde uren.

§ 2. De uurvergoeding wordt verhoogd met 50% vanaf het tweede jaar van uitvoering van de omscholingsovereenkomst.

§ 3. In afwijking van § 1 en § 2 geldt dat, wanneer de overeenkomst uitgevoerd wordt binnen een onderneming met aangepast werk, het bedrag van de uurvergoeding vastgesteld wordt in overeenstemming met de regelgeving betreffende de erkenning, de tegemoetkoming en de subsidiëring van erkende ondernemingen met aangepast werk.

§ 4. De dienst PHARE betaalt de uurvergoeding niet terug aan de opleidingsonderneming.

#### *Afdeling 4. — De mentoraatspremie*

**Art. 64.** De mentoraatspremie, bedoeld in artikel 48, 3° van het decreet, is een aan de werkgever toegekende tegemoetkoming wanneer deze voor de persoon met een handicap een personeelslid als mentor aanwijst, hetzij aan het begin van de arbeidsovereenkomst, hetzij wanneer de persoon met een handicap het werk hervat na een periode van onderbreking als gevolg van een ongeval dat of een ziekte die geleid heeft tot het optreden of de verergering van een beperking.

Deze afdeling is niet van toepassing op ondernemingen met aangepast werk, wat betreft werknemers met een handicap waarvoor de onderneming reeds een tegemoetkoming krijgt in het kader van de regelgeving van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning, de tegemoetkoming en de subsidiëring van erkende ondernemingen met aangepast werk.

**Art. 65.** § 1. Voor de toepassing van de bepalingen van deze afdeling moet onder "mentor" de persoon verstaan worden die de werknemer met een handicap ondersteunt en begeleidt.

§ 2. De mentor is een personeelslid van de werkgever.

Hij wordt door de werkgever aangewezen in overleg met de werknemer met een handicap en met het akkoord van de dienst PHARE.

§ 3. De mentor heeft als opdrachten :

- 1° de werknemer met een handicap te informeren, begeleiden en ondersteunen;
- 2° zijn inclusie in het werkteam en binnen de onderneming te vergemakkelijken;
- 3° de werknemer met een handicap te ondersteunen in zijn relatie met de werkgever;
- 4° aan het einde van ieder trimester, een rapport van zijn activiteiten op te stellen, voorgesteld in overeenstemming met het door de dienst PHARE opgemaakte formulier;
- 5° met het akkoord van de werknemer met een handicap, adviezen te formuleren over alles wat betrekking heeft op de uitvoering van de arbeidsovereenkomst, met name over de kwaliteit van het onthaal, de inrichting van de werkplek en de toegankelijkheid van de lokalen.

§ 4. De werkgever verbindt zich ertoe dat de mentor de in § 3 bedoelde opdrachten correct kan uitvoeren en voor de continuïteit van deze opdrachten kan zorgen.

§ 5. Indien de krachtens § 2 aangewezen persoon zijn opdracht als mentor zou stopzetten, dan moet de werkgever binnen een maand hiervan de dienst PHARE in kennis stellen en aan de dienst PHARE de naam van zijn vervanger meedelen op gevaar af de tegemoetkoming niet meer toegekend te krijgen.

**Art. 66.** De mentoraatspremie wordt toegekend voor een maximale duur van zes maanden.

Zij kan vernieuwd worden zonder dat haar totale duur echter langer kan zijn dan één jaar.

**Art. 67.** § 1. De aanvraag voor een mentoraatspremie wordt bij de dienst PHARE ingediend binnen een maand na de dag van de indiensttreding van de werknemer of de dag van zijn werkhervatting na de in artikel 64, lid 1, bedoelde periode van onderbreking.

De aanvraag voor een mentoraatspremie wordt gezamenlijk door de persoon met een handicap en door de werkgever naar de dienst PHARE gestuurd in overeenstemming met de modaliteiten bedoeld in artikel 5, § 1, leden 2 en 3 en § 2.

De aanvraag vermeldt de datum waarop de mentor met zijn opdracht begint.

Ze wordt ondertekend door de werkgever, de mentor en de werknemer met een handicap.

§ 2. De opdracht van de mentor moet uiterlijk begonnen zijn binnen een maand volgend op de kennisgeving van de beslissing om de mentoraatspremie toe te kennen.

§ 3. Het multidisciplinair team beslist over de aanvraag in functie van de mate waarin de opdrachten van de mentor coherent zijn met de behoeften van de werknemer met een handicap.

**Art. 68.** Het maandelijks bedrag van de mentoraatspremie is 250 euro. Dit bedrag geldt voor een voltijdse betrekking. Wanneer de werknemer deeltijds tewerkgesteld is, dan wordt het bedrag van de premie aangepast in verhouding tot de tewerkstellingsduur.

De mentoraatspremie wordt aan de werkgever betaald na overlegging van het in artikel 65, § 3 bedoelde activiteitenverslag.

De betaling van de mentoraatspremie vindt plaats onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten vastgesteld in artikel 22, lid 2 en artikel 45.

#### *Afdeling 5. — De sensibiliseringspremie*

**Art. 69.** § 1. Het multidisciplinair team kan beslissen om een financiële tegemoetkoming toe te kennen aan de werkgever die een werknemer met een handicap tewerkstelt en die een aantal van zijn werknemers toestaat om een sensibiliserings- en/of opleidingsprogramma te volgen met betrekking tot de specifieke kenmerken van de handicap van de betrokken werknemer, om de inclusie van deze laatste te bevorderen.

Deze premie kan ook toegekend worden aan de zelfstandige werkgever met een handicap die zijn activiteit in hoofdberoep uitoefent en werknemers tewerkstelt met als doel hen voor zijn handicap te sensibiliseren.

§ 2. Dit programma is bedoeld voor personen die meer dan tien uur per week tijdens een periode van ten minste zes maanden in contact moeten komen met de werknemer met een handicap in diens professionele omgeving.

§ 3. Deze afdeling is niet van toepassing op ondernemingen met aangepast werk, voor werknemers met een handicap waarvoor de onderneming reeds een tegemoetkoming krijgt in het kader van de regelgeving betreffende de erkenning, de tegemoetkoming en de subsidiëring van erkende ondernemingen met aangepast werk.

§ 4. Het in § 1 bedoelde programma wordt georganiseerd en verstrekt door een opleidingsdienst inzake specifieke kenmerken van handicaps, bedoeld in artikel 31 van het decreet, of door een organisatie buiten het personeel van de werkgever, die erkend is door een Belgische overheid.

§ 5. De sensibiliseringspremie heeft uitsluitend betrekking op de in § 1 bedoelde prestatie en kan geen betrekking hebben op het materiaal, de uitrusting of de inrichting van de werkplek of van de werkomgeving.

§ 6. Meerdere werknemers met een handicap van de werkgever kunnen een zelfde sensibiliserings- en/of opleidingsprogramma volgen.

**Art. 70.** § 1. De aanvraag voor een sensibiliseringspremie wordt door de werkgever of door de zelfstandige met een handicap naar de dienst PHARE gestuurd in overeenstemming met de modaliteiten bedoeld in artikel 5, § 1, leden 2 en 3 en § 2.

De aanvraag bevat de volgende vermeldingen :

- 1° de beschrijving van het sensibiliserings- en/of opleidingsprogramma;
- 2° de rechtvaardiging van de coherentie van dit programma in functie van het profiel en de behoeften van de werknemer met een handicap;
- 3° het aantal uren vastgestelde prestaties;
- 4° het aantal werknemers dat gesensibiliseerd en/of opgeleid zal worden.

§ 2. Het multidisciplinair team beslist over de aanvraag in functie van de coherentie tussen de in § 1 genoemde elementen en de behoeften van de werknemer met een handicap, en bepaalt het bedrag van de premie die toegekend zal worden.

De sensibiliseringspremie kan in geen geval hoger zijn dan het bedrag van 1000 euro.

§ 3. De werkgever dient een evaluatieverslag op te maken in overeenstemming met het door de dienst PHARE opgemaakte formulier.

§ 4. De premie wordt betaald volgens de voorwaarden en modaliteiten bedoeld in artikel 22, lid 2 na overlegging van de bewijsstukken van de uitgave en van het evaluatieverslag.

#### *Afdeling 6. — De inschakelingspremie*

##### *Onderafdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen*

**Art. 71.** § 1. De werkgever die een werknemer met een handicap tewerkstelt, kan een inschakelingspremie aanvragen zoals bedoeld in artikel 48, 5° van het decreet.

De inschakelingspremie bestaat in een financiële tegemoetkoming die gelijk is aan een bepaald percentage van het brutomaandloon van de werknemer, begrensd in overeenstemming met § 2, en verhoogd met de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid.

§ 2. Het in § 1 bedoeld basisbrutoloon mag echter niet meer bedragen dan driemaal het gemiddeld minimummaandinkomen, zoals gewaarborgd door de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

§ 3. Wanneer de werkgever een uitzendbureau is, dan betaalt hij aan de inlenende onderneming ten minste de helft van het bedrag van de inschakelingspremie terug.

**Art. 72.** Komen niet in aanmerking voor de inschakelingspremie :

- 1° de werkgevers van de overheidssector die niet het quotum werknemers met een handicap bereiken zoals vastgesteld door een federale, gemeenschaps- of gewestelijke regelgeving;
- 2° de ondernemingen met aangepast werk, wat betreft werknemers met een handicap waarvoor de onderneming reeds een tegemoetkoming krijgt in het kader van de regelgeving betreffende de erkenning, de tegemoetkoming en de subsidiëring van erkende ondernemingen met aangepast werk;
- 3° de werkgevers die reeds kunnen profiteren van een tegemoetkoming krachtens de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 26 van 15 oktober 1975, afgesloten binnen de Nationale Arbeidsraad, betreffende de bezoldigingsgraad voor gehandicapten die een gewone arbeidsfunctie uitoefenen, of krachtens iedere andere reglementaire bepaling ter compensatie van het tijdelijke of blijvende rendementsverlies van een werknemer.

**Art. 73.** De aanvraag voor een inschakelingspremie of voor een vernieuwing van de inschakelingspremie wordt gezamenlijk door de persoon met een handicap en door de werkgever naar de dienst PHARE gestuurd in overeenstemming met de modaliteiten bedoeld in artikel 5, § 1, leden 2 en 3 en § 2.

Ze wordt ondertekend door de werkgever en door de werknemer met een handicap.

**Art. 74.** De inschakelingspremie wordt aan de werkgever betaald na overlegging :

- 1° van een prestatieaantekening waarvan het model is opgesteld door de dienst PHARE;
- 2° van een kopie van de loonfiches;
- 3° van de aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid meegedeelde driemaandelijks aangifte.

Wanneer de werkgever een uitzendbureau is, dan deelt hij binnen een maand na ontvangst van de premie het bewijs van de in artikel 71, § 4 bedoelde premie mee.

De betaling vindt plaats onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten vastgesteld in artikel 22, lid 2 en artikel 45.

#### Onderafdeling 2

##### De overeenkomsten met een looptijd van meer dan drie maanden

**Art. 75.** De inschakelingspremie ten gunste van een werknemer met een handicap die is aangesteld als statutair of in het kader van een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd of een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd van meer dan drie maanden wordt toegekend voor een maximale duur van één jaar.

Ze kan echter vernieuwd worden met achtereenvolgende periodes van één jaar voor zover het aanhouden van het rendementsverlies van de werknemer wordt vastgesteld.

**Art. 76.** § 1. Het multidisciplinair team beslist over de aanvraag en stelt het in artikel 71, § 1, lid 2, bedoelde percentage vast.

Deze beslissing is gebaseerd op de raming van het rendementsverlies van de werknemer met een handicap in de functie die hij uitoefent, rendementsverlies dat rechtstreeks voortvloeit uit zijn handicap.

De raming geschiedt met behulp van het evaluatieformulier waarvan het model wordt opgemaakt door de dienst PHARE.

§ 2. Het toegekende bedrag voor de inschakelingspremie kan in geen geval meer bedragen dan 50% van het brutomaandloon van de werknemer verhoogd met de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid.

#### Onderafdeling 3. — De overeenkomsten met een looptijd van minder dan of gelijk aan drie maanden

**Art. 77.** Het in artikel 71, § 1, lid 2, bedoelde percentage bedraagt 30 % wanneer de werknemer met een handicap aangesteld wordt in het kader van een arbeidsovereenkomst met een looptijd van minder dan of gelijk aan drie maanden.

**Art. 78.** De inschakelingspremie wordt toegekend voor de hele looptijd van de arbeidsovereenkomst.

De inschakelingspremie kan vernieuwd worden zonder dat ze echter, voor eenzelfde werknemer met een handicap bij eenzelfde werkgever, toegekend kan worden voor een duur van meer dan zes maanden per periode van twaalf maanden vanaf de inwerkingtreding van de eerste overeenkomst.

In afwijking van lid 1 geldt dat, wanneer de werkgever een uitzendbureau is en de overeenkomsten elkaar opvolgen voor eenzelfde functie bij eenzelfde inlenende onderneming tijdens een periode van niet meer dan drie maanden, het multidisciplinair team kan beslissen dat de inschakelingspremie toegekend wordt zonder voor elke nieuwe uitzendovereenkomst een vernieuwingsaanvraag ingediend moet worden.

Het multidisciplinair team beslist over de aanvraag voor een inschakelingspremie en voor een vernieuwing van de inschakelingspremie.

#### Afdeling 7. — De vestigingspremie

**Art. 79.** Onder vestigingspremie moet de inschakelingspremie voor zelfstandigen verstaan worden.

De persoon met een handicap die een activiteit uitoefent als zelfstandige in hoofdberoep kan een vestigingspremie aanvragen zoals bedoeld in artikel 48, 6° van het decreet.

De vestigingspremie is een financiële tegemoetkoming waarvan het bedrag wordt vastgesteld ten belope van een percentage van het minimummaandinkomen, zoals gewaarborgd door de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, gesloten in de Nationale Arbeidsraad. Dit percentage stemt overeen met een raming van het rechtstreeks uit de handicap voortvloeiend rendementsverlies in de uitoefening van de zelfstandige activiteit.

De vestigingspremie mag echter niet meer bedragen dan 50% van het gewaarborgd gemiddeld minimummaandloon.

**Art. 80.** Komen niet in aanmerking voor een vestigingspremie :

- 1° werknemer met een handicap die niet voldoet aan alle wettelijke en reglementaire voorwaarden met betrekking tot de uitoefening van de bedoelde beroepsactiviteit;
- 2° de werkloze die vrijgesteld is van de voorbereidende activiteiten op de uitoefening van een zelfstandige activiteit;
- 3° de zelfstandige met een handicap die na drie jaar van activiteiten niet meer kan bewijzen dat zijn onderneming beantwoordt aan de criteria van economische en financiële levensvatbaar.

**Art. 81.** De vestigingspremie wordt toegekend voor een periode van ten hoogste twaalf maanden.

Ze kan echter vernieuwd worden met achtereenvolgende periodes van één jaar voor zover het aanhouden van het rendementsverlies van de werknemer wordt vastgesteld.

De aanvraag voor een vestigingspremie of voor een vernieuwing van de vestigingspremie wordt door de werkgever naar de dienst PHARE gestuurd in overeenstemming met de modaliteiten bedoeld in artikel 5, § 1, leden 2 en 3 en § 2.

Het multidisciplinair team beslist over het in artikel 79, lid 3, bedoelde percentage, op basis van een raming van het rendementsverlies van de werknemer met een handicap dat rechtstreeks voortvloeit uit zijn handicap, raming die plaatsvindt met behulp van het evaluatieformulier waarvan het model wordt opgemaakt door de dienst PHARE.

**Art. 82.** § 1. De werknemer met een handicap dient alle zes maanden een attest van onderwerping aan de sociale zekerheid voor zelfstandigen te verstrekken dat uitgaat van zijn sociale verzekeringskas.

Op straffe van verval moet dit document ingediend worden binnen een termijn van zes maanden vanaf het verstrijken van het kwartaal waarop het betrekking heeft.

§ 2. De vestigingspremie wordt betaald onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten vastgesteld in artikel 22, lid 2.

#### *Afdeling 8*

#### De aanpassing van de werkplek en van de werkomgeving

**Art. 83.** Deze afdeling is van toepassing op :

- 1° werknemers met een handicap en hun werkgever uit de privésector en de openbare sector, met inbegrip van de werknemers en werkgevers van de ondernemingen met aangepast werk;
- 2° gehandicapte zelfstandigen in hoofdberoep;
- 3° stagiairs en hun opleidingsonderneming in het kader van de in afdeling 3 bedoelde omscholingsovereenkomst;
- 4° stagiairs en hun opleidingsinstelling in het kader van een beroepsopleiding.

**Art. 84.** Onder "werkplek" wordt verstaan de plaats waarbinnen de persoon met een handicap over de materiële middelen beschikt die hem toelaten zijn werk, zijn stage of zijn opleiding uit te voeren.

Alleen de hoofdwerkplek kan aanleiding geven tot de in deze afdeling vastgestelde tegemoetkomingen.

Het door de werkgever aan de werknemer met een handicap ter beschikking gestelde voertuig wordt slechts beschouwd als deel uitmakend van de werkplek indien aan de volgende voorwaarden wordt voldaan :

- 1° het voertuig vormt het belangrijkste werkinstrument van de professionele tewerkstelling;
- 2° de werknemer met een handicap beschikt niet reeds over een ander aangepast voertuig, behalve indien aangetoond kan worden dat hij het door de werkgever ter beschikking gestelde voertuig nodig heeft voor de uitvoering van zijn werk.

**Art. 85.** De aanvraag voor een aanpassing van de werkplek en van de werkomgeving wordt gezamenlijk door de persoon met een handicap en de werkgever, de opleidingsonderneming, de onderneming met aangepast werk of de instelling voor beroepsopleiding naar de dienst PHARE gestuurd in overeenstemming met de modaliteiten bedoeld in artikel 5, § 1, leden 2 en 3 en § 2.

**Art. 86.** Het multidisciplinair team beslist over de aanvraag op basis van de behoeften van de persoon met een handicap en van het redelijke karakter van de gevraagde aanpassingen.

De redelijkheid van de aanpassingen wordt beoordeeld op basis van hun kostprijs, hun doeltreffendheid, de afwezigheid van minder dure alternatieven en de investering in de tijd.

De tegemoetkoming wordt betaald onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten vastgesteld in artikel 22, lid 2 en artikel 45.

**Art. 87.** Wanneer er, naast zwaar materiaal, licht vervoerbaar materiaal op de markt bestaat, dat dezelfde finaliteit en gelijkaardige voordelen biedt, dan wordt de voorkeur gegeven aan de toekenning van een tegemoetkoming voor licht vervoerbaar materiaal.

Indien er krachtens hoofdstuk III aan de persoon met een handicap reeds licht of zwaar vervoerbaar materiaal werd toegekend, dan kan in het kader van deze afdeling een nieuwe tegemoetkoming toegekend worden, op voorwaarde dat aangetoond wordt dat, indien de persoon met een handicap niet in twee exemplaren over dit hulpmiddel kan beschikken, hij een grote belemmering ondervindt waardoor hij zijn functie niet kan uitoefenen of zijn stage of beroepsopleiding niet kan volgen.

**Art. 88.** § 1. De tegemoetkoming voor licht vervoerbaar materiaal of voor zwaar vervoerbaar materiaal wordt toegekend aan de persoon met een handicap volgende de modaliteiten en onder de voorwaarden vermeld in de artikelen 31 tot 33, 38 tot 40 en in de in artikel 3, § 1 bedoelde lijst.

§ 2. Wanneer dit materiaal niet vermeld wordt in de in artikel 3, § 1 bedoelde lijst, dan is artikel 3, § 2 van toepassing.

§ 3. Aan het einde van de tewerkstelling, de stage of de beroepsopleiding dient de persoon met een handicap het licht vervoerbaar materiaal en het zwaar vervoerbaar materiaal terug te geven, behalve als hij, binnen een termijn van zes maanden vanaf het einde van de tewerkstelling, de stage of de beroepsopleiding aantoonde dat hij dit materiaal nodig heeft in het kader van een nieuwe tewerkstelling, een nieuwe stage of een nieuwe beroepsopleiding.



Het materiaal moet teruggegeven worden aan een technische ondersteuningsdienst of aan een instelling die door de Franse Gemeenschapscommissie erkend is in het kader van hulp aan personen met een handicap.

§ 4. Het licht of zwaar vervoerbaar materiaal kan verlengd worden onder de voorwaarden en binnen de termijnen vastgesteld in artikel 40 en in de in artikel 3, § 1 bedoelde lijst.

**Art. 89.** § 1. Wanneer geen voorrang gegeven kan worden aan de toekenning van licht of zwaar vervoerbaar materiaal, dan kan aan de werkgever, aan de opleidingsonderneming, aan de instelling voor beroepsopleiding of aan de gehandicapte zelfstandige in hoofdberoep een financiële tegemoetkoming voor de aankoop van niet-vervoerbaar materiaal worden toegekend, volgens de modaliteiten en onder de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 31, 37, 38, 40 en 42 en in het in artikel 3, § 1 bedoelde besluit.

§ 2. Een tegemoetkoming voor de aanpassing van onroerende goederen is uitgesloten voor de werkgevers van de overheidssector en kan slechts, voor de andere werkgevers, worden toegekend op voorwaarde dat de afwezigheid van aanpassing een hindernis vormt voor de uitoefening van de functie of het volgen van de stage of van de opleiding van de werknemer met een handicap.

§ 3. De tegemoetkoming heeft maximaal betrekking op de daadwerkelijk gemaakte kosten.

De tegemoetkoming dekt slechts het deel van de kosten die een meerkost vormen in vergelijking met de kosten die gemaakt worden ten gunste van een valide persoon en wordt slechts toegekend indien de uitgave niet gedragen wordt door een andere overheidsinstantie.

De facturen met betrekking tot de aanpassing van de werkplek en van de werkomgeving mogen niet dateren van meer dan twaalf maanden vóór de ontvangstdatum van de aanvraag.

#### *Afdeling 9. — Onverenigbaarheden*

**Art. 90.** Zijn onverenigbaar :

- 1° de in afdeling 2 bedoelde ontdekkingsstage en :
  - a. de in afdeling 3 bedoelde omscholingsovereenkomst;
  - b. de in afdeling 4 bedoelde mentoraatspremie;
  - c. de in afdeling 5 bedoelde sensibiliseringspremie;
  - d. de in afdeling 6 bedoelde inschakelingspremie;
  - e. de in afdeling 7 bedoelde vestigingspremie;
  - f. de in afdeling 8 bedoelde aanpassing van de werkplek en van de werkomgeving;
- 2° de in afdeling 3 bedoelde omscholingsovereenkomst en :
  - a. de in afdeling 2 bedoelde ontdekkingsstage;
  - b. de in afdeling 4 bedoelde mentoraatspremie;
  - c. de in afdeling 6 bedoelde inschakelingspremie;
  - d. de in afdeling 7 bedoelde vestigingspremie;
- 3° de in afdeling 4 bedoelde mentoraatspremie en :
  - a. de in afdeling 2 bedoelde ontdekkingsstage;
  - b. de in afdeling 3 bedoelde omscholingsovereenkomst;
  - c. de in de artikelen 52 tot 55 van het decreet bedoelde tewerkstelling in een onderneming met aangepast werk;
  - d. de in afdeling 7 bedoelde vestigingspremie;
- 4° de in afdeling 5 bedoelde sensibiliseringspremie en :
  - a. de in afdeling 2 bedoelde ontdekkingsstage;
  - b. de in de artikelen 52 tot 55 van het decreet bedoelde tewerkstelling in een onderneming met aangepast werk;
- 5° de in de artikelen 52 tot 55 van het decreet bedoelde tewerkstelling in een onderneming met aangepast werk en;
  - a. de in afdeling 4 bedoelde mentoraatspremie;
  - b. de in afdeling 5 bedoelde sensibiliseringspremie;
  - c. de in afdeling 6 bedoelde inschakelingspremie;
  - d. de in afdeling 7 bedoelde vestigingspremie;
- 6° de in afdeling 6 bedoelde inschakelingspremie en :
  - a. de in afdeling 2 bedoelde ontdekkingsstage;
  - b. de in afdeling 3 bedoelde omscholingsovereenkomst;
  - c. de in de artikelen 52 tot 55 van het decreet bedoelde tewerkstelling in een onderneming met aangepast werk;
  - d. de in afdeling 7 bedoelde vestigingspremie;

- 7° de in afdeling 7 bedoelde vestigingspremie en :
- a. de in afdeling 2 bedoelde ontdekkingsstage;
  - b. de in afdeling 3 bedoelde omscholingsovereenkomst;
  - c. de in afdeling 4 bedoelde mentoraatspremie;
  - d. de in de artikelen 52 tot 55 van het decreet bedoelde tewerkstelling in een onderneming met aangepast werk;
  - e. de in afdeling 6 bedoelde inschakelingspremie;
- 8° de in afdeling 8 bedoelde aanpassing van de werkpost en van de werkomgeving en de in afdeling 2 bedoelde ontdekkingsstage.

HOOFDSTUK V. — *Opheffings- en slotbepalingen*

*Afdeling 1. — Opheffingsbepalingen*

**Art. 91.** Worden opgeheven :

- 1° het besluit 99/262/A van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 februari 2000 betreffende de individuele bepalingen van de Franstalige Brusselse Dienst voor Mindervaliden voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces, met uitzondering van :
1. artikels 71 en 72;
  2. artikel 73, gewijzigd bij de besluiten van het College van 28 november 2002 en 29 april 2004;
  3. artikel 74, gewijzigd bij het besluit van het College van 28 november 2002;
  4. artikel 75, gewijzigd bij de besluiten van het College van 28 november 2002 en 29 april 2004;
  5. artikel 78, gewijzigd bij de besluiten van het College van 28 november 2002, 29 april 2004 en 21 september 2006;
  6. artikel 79, gewijzigd bij het besluit van het College van 28 november 2002;
  7. artikel 80, gewijzigd bij de besluiten van het College van 28 november 2002 en 29 april 2014;
- 2° het besluit 2004/80 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 mei 2004 tot bevordering van de beroepsintegratie van de gehandicapten;
- 3° het besluit 2009/76 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 april 2009 tot instelling van een aanwervingspremie met het oog op het bevorderen van de inschakeling van personen met een handicap in het arbeidsproces;
- 4° hoofdstuk IV van het besluit 99/262/D van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juni 2000 betreffende de erkenning van de centra voor gespecialiseerde beroepsoriëntatie en van de diensten voor pedagogische begeleiding en de erkenning en subsidiëring van de centra voor revalidatie alsook de krachtens dit hoofdstuk aangenomen individuele erkenningsbesluiten.

*Afdeling 2. — Slotbepalingen*

**Art. 92.** § 1. Treden in werking op 1 juli 2015 :

- 1° het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van personen met een handicap met uitzondering van artikel 17 van hoofdstuk III, afdelingen 3 tot 7 van hoofdstuk IV, afdelingen 2 tot 5 van hoofdstuk V, hoofdstukken VI tot VIII en hoofdstuk XIII;
- 2° dit besluit.

§ 2. De revalidatiecentra door het College erkend in het kader van het decreet van 4 maart 1999 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de sociale en professionals integratie van personen met een handicap worden op 1 januari 2015 niet meer erkend en gesubsidieerd.

**Art. 93.** Het Lid van het College is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 mei 2015.

Voor het College :

Mevr. F. LAANAN,

De Minister-President van het College belast met de Begroting

Mevr. C. FREMAULT,

Het Lid van het College  
belast met het Gehandicaptenbeleid